



La paix doit guider le monde

« La paix, la paix doit guider le destin des peuples et de l'humanité tout entière. Ecoutez les claires paroles d'un grand disparu de John Kennedy, qui disait il y a quatre ans : « L'humanité doit mettre fin à la guerre, ou la guerre mettra fin à l'humanité ».

Merci à vous, gloire à vous qui travaillez pour la paix depuis vingt ans et qui avez même donné d'illustres victimes à cette sainte cause. Merci à vous et gloire à vous pour les conflits que vous avez prévenus ou apaisés. Les résultats de vos efforts atteints ces jours derniers en faveur de la paix, bien qu'ils ne soient pas encore définitifs, méritent qu'osant nous faire les interprètes du monde entier, nous vous exprimions approbation et gratitude ». (du discours de S. S. Paul VI aux Nations Unies).





GRÉGOIRE GAFENCU
(1892 - 1957)

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, M. Maurice Faure.

Vice-Président, sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: délégués des organisations internationales et nationales adhérentes

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Président: M. Maurice FAURE.

Vice-Président: Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, MM. Paolo ROSSI et Pierre WIGNY.

Membres: M.A. ALERS, Baron BOEL, MM. Georges BOHY, Alfred BOREL, René COURTIN, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Lord GLADWYN, John MYND, F. JOCKIN, E. MAJONICA, René MAYER, J.H.C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, André VOISIN et Terje WOLD.

Secrétaire Général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: M. Georges BOHY.

I. Organisations membres du Mouvement Européen.

A. Internationales:

| | |
|---|----------------|
| Association Européenne des Enseignants | A. ALERS |
| Centre d'Action Européenne Fédéraliste | |
| Président du Comité Fédéral | Henri BRUGMANS |
| Président du Comité Exécutif | André VOISIN |
| Conseils des Communes d'Europe | Henry CRAVATTE |
| Conseil Parlementaire du Mouvement Européen | Georges BOHY |
| Ligue Européenne de Coopération Economique | Baron BOEL |
| Mouvement Libéral pour l'Europe Unie | René DREZE |
| Mouvement Gauche Européenne | André PHILIP |
| Nouvelles Equipes Internationales | Théo LEFEVRE |
| Union des Résistants pour une Europe Unie | Jean KREHER |

B. Nationales:

Conseils allemand, autrichien, belge, britannique, danois, français, grec, irlandais, italien, luxembourgeois, néerlandais, norvégien, suédois, suisse, turc; comités albanais, bulgare, hongrois, polonais, roumain, tchèque et des Pays Baltes.

INSTITUTIONS AUTONOMES

| | |
|--|-------------------------------|
| Centre Européen de la Culture (Genève) | Denis de ROUGEMONT, Directeur |
| Collège d'Europe (Bruges) | Henri BRUGMANS |
| Commission de l'Europe Centrale et Orientale | Etienne de la VALLEE POUSSIN |

SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

Bruxelles, 4, avenue d'Auderghem, 57 1 - tél. 35.01.94.

ALARME POUR L'EUROPE

Le Congrès de Cannes du Mouvement
Européen

1-2-3 octobre 1965

Après la déclaration qu'il fit proclamer à Bruxelles, en juillet dernier, à la suite de la rupture des négociations du Marché Commun, et par laquelle il confirmait son orientation démocratique et fédéraliste, et, surtout, après la conférence de presse du général de Gaulle qui remettait explicitement en question l'esprit et la lettre des Traités communautaires et ce qu'ils contiennent en puissance et en réalité de supranational, le Congrès ouvert à Cannes par le Mouvement Européen a eu pour but de mobiliser toutes les forces adhérentes à ses activités et d'alerter l'opinion publique en la mettant au courant des graves dangers qui menacent l'intégration économique et institutionnelle de la Communauté.

Deux rapports ont été présentés au Palais des Festivals où se déroulaient les travaux du Congrès: « Comment renforcer la Communauté Européenne? », par l'hon. Léo Tinedemans, Secrétaire Général du Parti Social belge, et « Comment rendre plus probable l'avènement d'une Europe plus vaste? » par le prof. J. Zijlstra, ancien ministre des affaires économiques des Pays Bas.

A la tête de la délégation italienne se trouvait le Président de la section italienne du Mouvement Européen, prof. Giuseppe Petrilli.

Trop peu de délégués de l'Europe de l'Est

Le Congrès extraordinaire du Mouvement Européen devait avoir lieu au début de l'année 1966, tandis que pour l'année 1965 une réunion avait été prévue à Copenhague sur le thème « Comment renforcer les chances d'une Europe plus large? ». La crise de juin ayant entraîné l'avancement du Congrès extraordinaire, les deux manifestations ont été fondues une seule qui s'est ouverte à Cannes le 1er octobre.

Ce Congrès groupait 800 délégués représentant les associations adhérentes au Mouvement mais qui étaient aussi des parlementaires, des ministres, des responsables d'organismes internationaux, des dirigeants de syndicats ou de partis de diverses tendances. Les Pays du Marché Commun n'étaient pas les seuls à avoir des délégués, en avaient aussi la Grande Bretagne, l'Espagne, le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Suisse; on avait aussi invité des délégués originaires des Pays de l'Est en particulier un rédacteur de Radio Varsovie, Andrey Woytowicz, mais il est permis de s'étonner de l'absence de délégués originaires de Hongrie, Roumanie et Bulgarie.

Parmi les personnalités qui ont

pris part aux travaux du Congrès, signalons M. Maurice Faure, président du Mouvement Européen, M. René Mayer, président de l'organisation française du Mouvement, M. Enzo Dalla Chiesa, M. Giuseppe Petrilli président du Conseil Italien du Mou-

vement, M. Duncan Sandys, membre du bureau exécutif international du Mouvement, Sir Edward Beddington-Behrens, président du Conseil anglais du Mouvement, M. le prof. J. Zijlstra ancien ministre des Affaires économiques de Hollande.



Le Palais des Festivals de Cannes
où a eu lieu le Congrès

CANNES

TRAVAUX DU CONGRÈS

Il n'y a pas d'alternative au Traité de Rome.

Abandonner le Traité c'est courir au chaos

Le premier rapport a été présenté par M. Léo Tindemans, secrétaire général du parti social chrétien belge, qui traitait le sujet « Comment renforcer la Communauté Européenne? ». L'orateur a souligné qu'on ne pouvait parler de l'intégration économique sans envisager les aspects politiques de l'intégration qui en sont inséparables. Mais, pour atteindre le but général d'une intégration européenne entière, il fallait commencer par « le biais » de l'économie. De toute façon, la solution des problèmes ne peut être envisagée en dehors des Traités de Rome, a déclaré M. Tindemans: « toute autre proposition ouvrant la porte à la division, à la renaissance des egoïsmes nationaux, au culte du nationalisme (...) Il n'y a pas d'alternative au Traité de Rome. Abandonner le traité c'est courir au chaos ».

Le second rapport du congrès a été présenté par M. J. Zijlstra, sur le thème: « Comment renforcer les chances d'une Europe plus large? ». Son rapport pouvait se résumer en trois points:

— Il faut avant tout mener à bien l'intégration à l'intérieur de l'Europe des Six;

— Il faut que les Pays de l'Association du Libre Echange mènent leur reconversion en union douanière, puis orientent progressivement leur politique agricole dans le sens du système correspondant de la C.E.E., qu'ils marquent leur volonté d'adhérer

PROJET DE LA RESOLUTION I

présenté par le Comité des Résolutions

Les faits ont démontré l'efficacité des institutions communautaires qui ont permis d'aller plus vite que prévu, ils ont démontré qu'un marché en voie d'unification apporte une expansion économique sans précédent, ils ont démontré aussi que sans unité politique, les pays d'Europe isolés sont hors d'état d'avoir une influence décisive sur les destinées du monde et sur la consolidation de la paix.

Tout ce qui a été édifié est menacé de la destruction et les espoirs de construction de l'Europe politique, dont les Communautés sont la pierre angulaire, risquent d'être gravement compromis.

Un gouvernement membre, en violation flagrante des Traités, refuse de participer aux séances du Conseil, et s'efforce de paralyser le fonctionnement des institutions communautaires dans le dessein affirmé de revenir aux tractations entre Etats souverains. Ce danger doit conduire les cinq gouvernements dont les convictions européennes sont notoires, non seulement à combattre chez eux les tendances nationalistes renaissantes, mais à établir un front soudaire de sauvegarde de la Communauté, sans rechercher sur le fond un compromis aussi dangereux qu'illusoire.

Le Mouvement Européen, réuni en Congrès Extraordinaire Proclame

Qu'il n'y a pas de salut ni de garantie d'avenir pour l'Europe hors du respect des Traités dans leur esprit et dans leur lettre,

et que, notamment renoncer au dialogue entre le Conseil et la Commission garante de l'intérêt général de la Communauté et de celui des Etats membres, ou proroger le droit de veto au delà des échéances fixées par le Traité de la C.E.E. serait une démission fatale, de nature à bloquer l'indispensable mise en place d'une politique économique et sociale commune.

Demande instamment aux gouvernements

a) de reprendre immédiatement les réunions régulières du Conseil qui doit prendre toutes les décisions, notamment sur les budgets, auxquelles, en vertu des Traités, l'absence d'un Etat membre ne fait pas obstacle;

b) de procéder immédiatement en Conseil à l'examen des dernières propositions de la Commission Economique Européenne en vue de parvenir le plus tôt possible à une décision sur le règlement financier et sur les questions en suspens de la politique agricole;

c) de veiller dans la désignation des membres de l'Exécutif aux garanties d'indépendance prévues par le Traité. Il affirme sa conviction.

Que cette crise sera surmontée par la pression irréversible et convergente des forces qui le supportent et sa détermination d'accélérer le processus d'intégration et de démocratisation des institutions jusqu'à la création des Etats Unis d'Europe.

dès que la situation politique intérieure de celle-ci le permettra.

— L'entente avec les Etats-Unis est essentielle, en particulier dans le domaine économique. La réussite des « négociations Kennedy » conditionne l'extension de



Mr. Maurice Faure
Président du Mouvement
Européen

la C.E.E. à d'autres pays européens.

Le lendemain, toujours sous la présidence de M. Georges Bohy, président du Conseil parlementaire du Mouvement, les travaux reprirent avec l'intervention très attendue de M. Duncan Sandys, ancien ministre britannique, membre du bureau exécutif international du Mouvement, qui ne manqua pas d'affirmer que l'Europe ne doit pas être « une juxtaposition de Pays », et que l'Europe est inconcevable aussi bien sans l'Angleterre que sans la France.

Les propositions constructives

Mais en dehors des critiques (particulièrement vives contre la France de de Gaulle, celles de deux délégués italiens, M. Dalla Chiesa, vice-président du Conseil italien du Mouvement et de M. Mayagodi secrétaire général du Parti libéral italien), on en vint aux propositions tendant à la recherche des solutions. M. Paul

Henri Spaak proposa d'éliminer la Commission Hallstein (à laquelle le gouvernement de Gaulle est notoirement hostile) pour sauver la Communauté mais cette suggestion suscita peu d'adhésions. Plus favorablement accueillies furent les propositions tendant à « la mobilisation de l'opinion publique ».

PROJET DE RESOLUTION II

présenté par le Comité des Résolutions

Le Mouvement Européen:

1. Reaffirme son but qui est de promouvoir la création d'une Europe économiquement et politiquement unie, comprenant toutes les nations libres de ce Continent, et capable de prendre sa place comme partenaire des Etats Unis sur un pied d'égalité et d'interdépendance.

2. Souligne que, pour être à même de mener avec succès la concurrence avec le reste du monde, l'Europe devra concentrer et rationaliser la totalité des ressources de tous ses peuples et que, pour cette raison, il est essentiel d'élargir la Communauté Economique Européenne.

3. Fait donc appel aux gouvernements des Etats membres de la C.E.E. pour qu'ils s'efforcent de se mettre prochainement d'accord sur l'admission à la Communauté de ceux des pays démocratiques d'Europe, qui seraient prêts et capables d'assumer les obligations qu'impose le traité de Rome.

4. Invite en même temps les gouvernements des Etats membres de l'EFTA à reconnaître que la division économique de l'Europe occidentale ne prendra fin que par leur adhésion à la C.E.E., et à fonder leur politique sur la ferme conviction qu'en temps voulu, ils en deviendront membres ou associés et à commencer immédiatement, comme acte de foi, à adapter leurs systèmes économiques à celui de la Communauté.

5. Souligne que, pour exercer une influence effective dans le monde, les nations de l'Europe doivent être en état de parler d'une seule voix sur les questions de défense et de relations extérieures et qu'elles devraient commencer à faire les premiers pas vers l'intégration politique.

6. Est convaincu que l'union politique européenne, quoi qu'il soit trop tôt de décider de la forme précise qu'elle revêtira finalement, devra se fonder sur la Communauté Economique Européenne élargie.

7. Adresse son salut au peuples de l'Europe qui, par suite de leur régime politique, se trouvent à présent coupés du courant de la pensée et de l'action européenne, et attend avec impatience le jour où ils pourront pleinement se joindre à l'oeuvre de l'unification européenne.

*En Italie*A Giuseppe Petrilli, fédéraliste convaincu, le
"Prix Vanoni"

Giuseppe Petrilli à gauche reçoit le prix des mains du ministre Roberto Tremelloni

Dans une étude sur la classe dirigeante italienne, le prof. Jean Meynaud de Lausanne, dit de Giuseppe Petrilli qu'il est le « 1^{er} empereur d'Europe » en sa qualité de Président de l'IRI, Institut italien pour la reconstruction industrielle qui occupe le quatrième rang pour l'importance et le volume des affaires sur la liste des grandes entreprises industrielles de la Communauté et de la Grande Bretagne. Le Prix couronne ainsi l'activité d'un grand chef d'entreprise qui est aussi un fédéraliste convaincu, Président de la Section Italienne du Mouvement Européen.

Le 9 octobre, le IX^e Prix Ezio Vanoni a été décerné au prof. Petrilli à l'unanimité du jury pour l'activité déployée par l'IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale) sous sa présidence dans le domaine des Relations Publiques. Le prix a été remis au prof. Petrilli par le Ministre des Finances Roberto Tremelloni.

Le Prix « Ezio Vanoni » a été fondé, comme on sait en 1955 pour honorer la mémoire de l'éminent juriste et économiste qui fut aussi l'un des premiers promoteurs des Relations Publiques en Italie. Le prix est attribué tous les ans à une personnalité qui s'est particulièrement distinguée dans le domaine des Relations Publiques.

Dans l'exposé des motifs qui accompagnait le prix, il est spécifié que sous la conduite du prof. Petrilli, l'IRI a réalisé des initiatives exemplaires dans le champ des Relations Publiques tendant à illustrer la contribution déterminante des entreprises publiques dans le système économique national et, en particulier, pour la solution des problèmes séculaires du Midi. Ces initiatives ont contribué à intensifier le dialogue indispensable entre l'opinion publique et les administrateurs publics pour harmoniser les intérêts liés au développement économique et social. Particulièrement importantes ont été également les initiatives de P.R. prises par l'IRI à l'étranger et illustrant l'effort national pour une adaptation de plus en plus efficace aux nouvelles exigences économiques et productives.

Pie XII et la Bassarabie

“YALTA ou le partage du monde”
(quelques révélations intéressantes tirées du
livre d'Arthur Conte)

Le Saint Père avait été mis au courant par Mgr. Spellman du sort réservé à la province roumaine

Le livre d'Arthur Conte, *Yalta ou le partage du monde*, est devenu désormais un classique en la matière. On lui a décerné le prix Historia 1964 et il a atteint un tirage d'environ 60.000 exemplaires. Les commentaires dans la presse internationale sur cet ouvrage qui n'est pas seulement historique, mais aussi politique, ont été aussi nombreux que variés. Arthur Conte est né le 31 mars 1920, a fait ses études au collège de Perpignan et à la Faculté des Lettres de Montpellier. Il a été ministre, président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, délégué de la France à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, plusieurs fois ambassadeur extraordinaire, et enfin il est l'auteur d'une importante étude intitulée « Grandeur et erreur de l'Alliance Atlantique ».

Arthur Conte considère la Conférence de Yalta comme une tragédie shakespearienne: « C'est un moribond, Franklin Dellano Roosevelt — dont le principal conseiller Harry Hopkins, est aussi un moribond et dont l'un des plus proches collaborateurs, Alger Hiss, sera plus tard impliqué dans une grave affaire d'espionnage — qui est chargé d'y défendre (à la conférence), les intérêts et l'avenir du monde libre face à l'une des plus fortes personnalités du siècle, sinon la plus forte, Joseph Staline ». Ce jour-là, le 11 février 1945, il devait arriver à l'apogée de sa carrière militaire et politique. Pour Arthur

Conte, Yalta est la conférence la plus importante de l'histoire contemporaine: le fossé entre le vieux monde et le monde moderne, « une grande date-frontière entre deux époques, encore que, paradoxalement, rares soient les hommes, Georges VI, Clement Attlee, de Gaulle, Pie XII, qui soient à même de connaître exactement les problèmes qu'elle se pose, ou qu'elle pose ».

Le chapitre auquel nous nous intéresserons ici regarde un problème qui nous tient particulièrement à coeur et dont nous avons souvent parlé dans ces co-

lonnes: celui que pose une province qui confine à la Russie, *la Bassarabie*. « Yalta ou le partage du monde » montre clairement que Pie XII avait été averti, par Mgr. Spellmann, archevêque de New York, que le destin de cette province roumaine avait déjà été décidé. Pendant toute la période que dura la conférence de la Mer Noire, Pie XII était très inquiet. Non seulement à propos de l'Allemagne, après le naufrage hitlérien, mais aussi à propos de la Pologne et de tous les pays de l'Europe catholique orientale.

“Un partage du monde d'une proportion hallucinante”

« Spellmann est le catholique qui a le plus voyagé depuis Marco Polo et Magellan: comme aumonier général des armées américaines et comme informateur personnel du Souverain Pontife, il a parcouru des milliers de kilomètres à travers tout le continent.

C'est un esprit d'une grande puissance et d'une vaste culture, en même temps qu'un personnage très « made in U.S.A. », conduisant lui-même sa Chevrolet, sachant piloter, secouant à la bonne diable ses concurrents protestants.

C'est aussi un grand ami de Roosevelt, qui l'invite parfois à passer des soirées, au coin du feu, à la Maison Blanche, et qui lui confie volontiers ses soucis majeurs: une con-

fession sans bénédiction, en quelque sorte.

Or, le soir même de son retour de la Conférence de Québec le 2 septembre, Roosevelt a tenu à Spellmann des propos qui l'ont épouvanté au point d'en aller faire immédiatement rapport à Rome. Et voici pourquoi aujourd'hui, le Pape, à son tour, éprouve une identique épouvante.

« Le partage est simple, a dit Roosevelt. A la Chine l'Extrême-Orient. Le Pacifique aux Etats-Unis. L'Afrique et l'Europe partagées entre la Russie et la Grande-Bretagne... J'espère que l'intervention russe en Europe ne sera pas trop rude (en anglais: harsh)... Je pense m'entendre mieux avec Staline qu'avec Winston. Winston est un idéaliste. Staline est un

réaliste, comme moi. Dès lors un accord entre nous sur des bases réalistes va de soi... Le souci est, bien que cela semble improbable, d'obtenir de Staline l'engagement de ne pas étendre son empire au delà d'une certaine ligne. Il devrait sûrement recevoir la Finlande, les Etats Baltes, la moitié est de la Pologne et la Bessarabie. Il n'est pas question de contrecarrer ces désirs de Staline qui a le pouvoir de les satisfaire par ses propres moyens. Autant vaut y consentir... De surcroît, la population de la Pologne Orientale veut devenir russe... Mais à savoir si Staline se satisfera de telles limites... ».

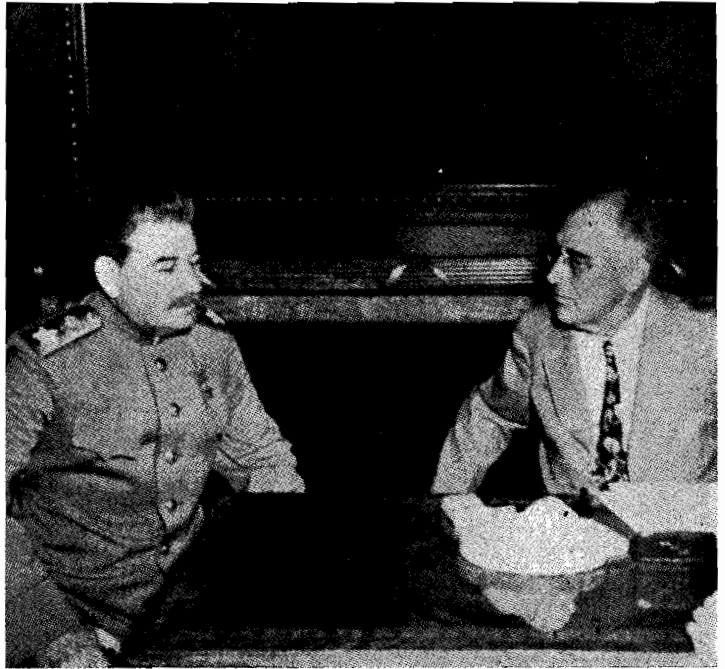
C'était un « partage du monde », d'une proportion hallucinante.

Spellmann a fait observer que la Russie avait déjà prévu des gouvernements à prédominance communiste pour l'Allemagne, l'Autriche et d'autres contrées, et qu'elle pouvait établir dans ces pays des régimes à son service. « On peut s'y attendre, a répondu Roosevelt. Il est certain que les régimes communistes vont s'étendre d'une manière considérable. Mais qu'y faire? (What can we do about it?) ».

Spellmann a posé alors une question directe: « L'Autriche, la Hongrie et la Croatie vont-elles tomber sous un tel protectorat? » La réponse a été: oui, « Mais, a ajouté Roosevelt, nous devons compter sur les magnifiques succès économiques de la Russie. Ses finances sont saines. C'est naturel que les Européens soient épouvantés à l'idée de devoir s'adapter à la Russie, mais il faut espérer que, dans dix ou vingt ans, les influences européennes conduiront les Russes à être moins barbares... Pour nous, j'espère qu'une amitié forcée (a forced friendship) deviendra bientôt une amitié réelle et durable (a real and lasting friendship)... En définitive, les Russes prendront 40% du régime capitaliste, les capitalistes garderont 60% de leur système et c'est ici qu'un accord est possible: c'est en tout cas l'opinion de Litvinoff. »

La Hongrie? « J'aime les Hongrois. Je veux qu'ils s'en tirent. Je suis prêt à les accepter dans le camp Allié. »

L'Autriche? « La seule manière pour elle d'échapper aux communistes, c'est si Otto de Habsbourg réussissait à avoir le trône avec l'appui de la Hongrie. »



Yalta 1945: Staline et Roosevelt

La Croatie? « Winston est pour le statut quo ante. Je suis contre la résurrection de la Yougoslavie, en faveur d'un Etat croate indépendant et d'un Etat slovène indépendant. »

La France « Elle n'échappera éventuellement au communisme que si elle a un gouvernement à la Léon Blum. »

La Pologne? « Si elle est rétablie, elle recevra la Prusse-Orientale. »

L'Allemagne? « Elle sera divisée en plusieurs Etats. Il n'y aura plus de gouvernement central. Elle sera placée sous la domination des Quatre Grand: U.S.A., U.R.S.S., Grande-Bretagne et Chine. Elle sera désarmée pour quarante ans. Il faudra interdire aux Allemands de piloter des avions. »

L'Europe Occidentale? « Des plébiscites sont prévus pour les pays suivants: la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Norvège et la Grèce. Il n'y en aura pas en Tchécoslovaquie... »

* * *

Le 11 février 1945, dimanche à midi, Roosevelt en sa qualité de

président ouvre la huitième et dernière séance plénière de la Conférence de Yalta. 25 personnes y assistent. Il s'agit d'approuver le communiqué qui sera publié le lendemain. Le document de base a été préparé et est présenté par la délégation américaine. C'est Stettinius qui en donne lecture. Churchill qui a la manie de marquer de sa griffe les documents historiques, et veille toujours à la pureté de la langue anglaise, face à l'américain, propose quelques corrections. Staline ne présente aucune objection. Le texte est définitivement adopté. L'on peut passer à table. Il est douze heures cinquante. Le déjeuner n'est même pas terminé lorsque les secrétaires rapportent à la signature les textes définitifs. C'est entre le caviar et le rosbeef que Franklin Roosevelt, Joseph Staline et Winston Churchill, repoussant verres et assiettes, signent l'un des documents les plus importants et tragiques de l'histoire.

H. R.

LES TRAVAUX DU CONCILE VATICAN II

La quatrième et dernière session du Concile Vatican II, ouverte en septembre, a démontré dès la première semaine des travaux que contrairement aux prévisions des pessimistes, le Concile était sur le point de mener à bon port les tâches immenses qu'il s'était assignées; et que bien loin de s'amoindrir l'intérêt qu'il avait suscité dans tous les milieux et dans tous les Pays, indépendamment des confessions et des croyances religieuses, n'avait cessé de croître.

La session de septembre a marqué l'adoption triomphale l'un des schémas les plus épineux et qui, de surcroît est un des plus actuels pour la conscience des hommes du monde entier: le schéma sur la liberté religieuse que 90% des Pères ont accepté comme base de la déclaration définitive. En fait, passées les premières difficultés « tactiques » du début, le mécanisme conciliaire est désormais au point. La majorité, mûrie par quatre ans de débats et d'étude, a pris conscience de ses limites mais aussi de toutes ses possibilités d'abord insoupçonnées et qui lui ont permis d'éviter les heurts avec la minorité.

A propos du schéma sur la liberté religieuse, l'une des interventions les plus remarquées a été celle du cardinal Journet, théologien suisse, récemment élevé à la pourpre par Paul VI. Le cardinal Journet a déclaré qu'il conviendrait de mettre « relief certains points du schéma, et plus précisément:

» 1) *La personne humaine est membre de deux sociétés, la temporelle et la spirituelle;*

» 2) *On ne doit pas oublier que la personne humaine, bien qu'elle fasse partie de la société politique, transcende celle-ci, et que cette société doit donc respecter ses convictions. Mais la personne n'est pas libre par rapport à la vérité de Dieu.*

» 3) *S'il s'agit de la conscience erronée, on ne doit pas ou-*

blier que même dans l'erreur la personne demeure une personne et qu'elle doit donc être considérée comme telle. Elle ne peut pas être contrainte, sauf si elle détruit véritablement l'ordre public. Mais elle n'en est pas moins responsable devant Dieu, qui seul est juge de sa culpabilité;

» 4) *Le devoir de l'Etat est de montrer son respect à l'égard de Dieu. Comment? En n'ignorant pas les différents religions et en faisant en sorte que toutes puissent librement honorer Dieu.*

» 5) *Outre le droit naturel, l'Eglise a le droit surnaturel de prêcher l'Evangile à tous.*

» 6) *Les dirigeants de l'Eglise depuis Constantin ont eu recours au bras séculier. Ceci était le régime de la chrétienté. Mais sous l'influence même de l'Evangile une distinction nette s'est progressivement opérée entre le domaine de la société civile et celui de l'Eglise. Aujourd'hui cette distinction des deux ordres est admise par tous.*

» *S'ensuit-il que les choses temporelles ne sont pas soumises à la Révélation? Certes non. Mais cette soumission se fait d'une autre manière qu'avant, qui est meilleure. Maintenant on a recours pour la propagation de la foi à des « armes de lumière » et non pas aux armes militaires (arma castrorum).*

» *La déclaration sur la liberté religieuse, a conclu le cardinal, doit être tout à fait approuvée, car tout ce qui précède se trouve déjà dans le texte présenté. Il suffit de la rendre plus claire.*»

L'Eglise dans le monde de ce temps.

Le Concile a abordé un autre schéma de primordiale importance, le schéma 13, sur « l'Eglise dans le monde de ce temps », qui reflète une des principales préoccupations de Paul VI, qui n'a cessé, depuis qu'il est monté sur le trône pontifical, de recommander un dialogue de l'Eglise avec le monde (rappelons

à ce propos l'encyclique *Ecclesiam suam*).

Le Cardinal Spellman est intervenu dans le débat concernant le chapitre sur la guerre pour insister sur un point particulier qui présente en effet un vif intérêt dans les pays anglo-saxons influencés par le protestantisme et où la liberté individuelle est conçue sur des bases différentes de celles qui sont reconnues dans les pays catholiques. Il s'agit de l'objection de conscience, contre laquelle le cardinal s'est nettement prononcé. « ...il faudrait spécifier — a-t-il dit — que le service militaire peut être obligatoire. Une telle obligation relève du jugement de l'autorité civile et non pas de quelques particuliers qui ne peuvent refuser d'obéir à l'Etat. Je demande avec véhémence que l'on refasse entièrement le passage concernant l'objection de conscience.

Et — a-t-il ajouté — formulant clairement un concept lourd de conséquence — ceci est très grave. La présomption du droit doit toujours jouer en faveur de l'Etat.

Contre l'emploi archaïque du latin.

Une autre observation significative a été faite par le cardinal Bea à propos de l'emploi du latin.

« On a voulu, dit-il, employer du latin classique. Ce n'est pas possible. A concepts nouveaux il faut des mots nouveaux. Créons-les. On n'y comprend rien. Alors que je fais du latin depuis quarante ans, j'ai été obligé de me reporter au texte français qui n'a pas une valeur officielle. »

Cette admission d'un latiniste compétent est révélatrice. Le problème n'est pas simple, certes. Mais on ne peut nier toutefois qu'il existe, et que l'emploi des langues mortes, parfaitement justifié du point de vue culturel, est pour le moins discutable dès qu'il s'applique à une activité spirituelle vivante et donc susceptible d'évolution.

MIRCEA ELIADE parle de l'unité de la culture européenne

Comme chaque année, lorsqu'il vient en vacances en Italie, le Professeur Mircea Eliade, ami de vieille date du Bulletin Européen qu'il a également honoré de sa collaboration, est venu nous rendre visite.

Personnalité de renommée internationale dans le domaine de l'Histoire des Religions, Mircea Eliade est actuellement « Sewell L. Avery Distinguished Service Professor » du département d'Histoire des Religions à l'Université de Chicago. Il dirige depuis 1960 la revue internationale « History of Religions » éditée par la Chicago University Press. Parmi ses livres les plus récents citons : Aspects du Mythe (Gallimard, 1964), Le Sacré et le Profane (Gallimard, 1965) et The Two and the One (London, 1965).

Au cours d'un cordial entretien, le prof. Eliade nous a confirmé son profond attachement à l'idée d'une Europe unie, puisqu'il voit dans l'intégration économique et politique de l'Europe l'unité de la culture européenne, au delà de tout provincialisme et nationalisme rétrogrades. C'est là une thèse particulièrement sentie par le Professeur Eliade, qui l'a soutenue dès 1955, date à laquelle nous eûmes l'honneur de publier son article : Culture européenne et personnes déplacées.

Du 4 au 10 septembre, le Professeur Eliade a pris part au Congrès organisé par la Société Académique Roumaine dont le thème était « Unité dans la diversité ». Le Professeur Eliade a traité le sujet : « Méditerranée, Danube, Eurasie : à propos de la légende de Dragos ».

Mircea Eliade est né le 9 Mars 1907 à Bucarest. Licencié es-lettres (Université de Bucarest, 1928), études pour le doctorat en philosophie (Université de Calcutta, 1928-1931), docteur en philosophie (1933), maître de conférence à l'Université de Bucarest (depuis 1934), conseiller culturel auprès de la Légation de Roumanie à Londres (1940-1941) et à Lisbonne (1941-1944). Publications principales : Yoga. Essai sur les origines de la mystique indienne (Paris, 1938) ; L'Alchimie asiatique (en roumain 2 vol. Bucarest 1935-1937) ; Magic, Metallurgy and Alchemy (Paris, 1938) ; Mythe de Réintégration (en roumain, Bucarest 1942) ; Les rites de construction (en roumain, Bucarest, 1934) ; Techniques du Yoga (Gallimard, Paris, 1948) ; Traité d'Histoire des Religions (Payot, Paris, 1949) ; Le Mythe de l'Eternel Retour (Gallimard, 1949) ; La Nuit bengali, roman (Gallimard, 1950) ; Le Chamanisme et les techniques archaïques de l'Extase (Payot 1950) ; Images et Symboles (Gallimard, 1952) ; Le Yoga, Immortalité et Liberté (Payot, 1954).



Le professeur Mircea Eliade s'entretient avec un de nos rédacteurs



ENGLISH SUPPLEMENT OF THE REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

POPE TO UN: "NO MORE WAR"



UNITED NATIONS, Oct. 5

Pope Paul VI yesterday reaffirmed his support of the United Nations and urged its goal be "No more war, war never again"

In a speech before the 117-nation General Assembly, the Pope declared:

"If you wish to be brothers, let the arms fall from your hands. One cannot love while holding offensive arms."

He urged the audience of diplomats to find ways to guarantee international security "without having recourse to arms."

"This is a most noble aim," he said. "This the people expect of you. This must be obtained."

The Pontiff said: "Gratitude will be expressed to you by all peoples, relieved as they will then be from the crushing expenses of armaments, trusting in your sentiments of humanity and generosity."

He urged further that the savings resulting from arms reductions will be diverted to the benefit of the developing countries.

The Pontiff told the delegates:

"You have performed and you continue to perform a great work: the education of mankind in the ways of peace. The UN is a great school where that education is absorbed, and we are today in the assembly hall of that school . . . when you are as the architects and constructors of peace."

He continued:

"Peace, as you know, is not built up only by means of politics, by the balance of forces and of interests. It is constructed with the mind, with ideas, with works of peace. You labor in this great construction."

Wearing a white robe and white cap, he spoke in French to the distinguished audience which included top world diplomats and U.S. leaders.

Among his listeners were U.S. Secretary of State Dean Rusk, Soviet Foreign Minister Andrei A. Gromyko, Gov. Nelson Rockefeller of New York, Mrs. John F. Kennedy and Senators Robert F. Kennedy and Edward Kennedy.

MILLIONS ACCLAIM POPE PAUL ON**"PEACE PILGRIMAGE"**

NEW YORK,, Oct. 5

Pope Paul VI came here as a pilgrim of peace yesterday and received a warm, orderly welcome from millions of Americans.

The Pope stepped on American soil at 9:37 a.m. Est.

With Thant were the other official greeters: U.S. Secretary of State Dean Rusk, New York Gov. Nelson A. Rockefeller, Mayor Robert F. Wagner and Francis Cardinal Spellman, archbishop of New York. Also there were former Italian Premier Amintore Fanfani, president of the UN General Assembly, and the four other U.S. cardinals.

Tre Pontiff, white-robed and wearing a crimson cape and cap with gold embroidery, stepped from the plane onto the ramp and waved to the crowd.

He slowly descended the ramp, smiling, and shook hands with the waiting dignitaries.

"Greetings to you, America!" the Pontiff said

"The first Pope to set foot upon your land blesses you with all his heart. He renews, as it were, the gesture of your discoverer, Christopher Columbus, when he planted the cross of Christ in this blessed soil.

"May the cross of blessing which we now trace over your skies and your land preserve those gifts which Christ gave you and guarantee to you: peace, concord, freedom, justice and above all the vision of life in the hope of immortality.

"God bless this land of yours!"

Smiling shyly and waving his hand almost continually in a gesture of benediction, the 68-year-old Pontiff rode in a 24-mile motorcade through this melting-pot city of many races and creeds.

Later, U.S. President Lyndon Johnson and the Pope met in the presidential suite of the tightly-guarded Waldorf Astoria Hotel for the historic first meeting of a President and Pope on American soil.

The Pope went to the hotel from St. Patrick's Cathedral, escorted by Ambassador Lloyd Hand (Ștațe De-

partment chief of protocol, and was greeted by Johnson at the cream and gold-painted door of the 35th floor suite

Johnson said today after a 50-minute private meeting that the papal visit "may be just what the world needs to get us thinking of how to achieve peace."

Johnson began by speaking of the world's debt to Pope Paul for his history-making journey in the cause of peace.

Then Johnson reported that he and the Pope "also exchanged views on what could be done to help provide education to 200 million peoples of the world that cannot read or write and to help increase the life expectancy of millions of humans who now die at any early age with a life expectancy less than half what it is in this country."

The President said that the Pontiff had expressed pleasure at their conversation about possibilities for improving health and education in other countries.

In reporting that their talks also touched on global trouble spots, Johnson said:

"We discussed India and Pakistan, the Dominican Republic, Vietnam and all the continents generally."

He said the two men also talked about "the great progress made by the United Nations in trying to provide help in those trouble spots." The police department estimated about 290,000 persons saw the Pope during three stops in the city.

The largest number, 165,000 persons, saw him as he visited St. Patrick's cathedral. Another 80,000 were waiting outside the Waldorf Astoria Hotel when the Pope conferred with Johnson, and 45,000 others got a glimpse of him during his US visit.

At the Holy Family Church His Ho-

liness greeted religious leaders. He emphasized his message that of "the brotherhood of all men. The want of peace is not restricted to one religious belief."

As the Pope drove into New York on arrival, once in a while a group of spectators would greet the Pope as he is greeted in Rome with cries of "Viva il Papa" (Long Live the Pope). And occasionally, a less respectful voice would bellow, "Hey, Paul."

Pope Paul arrived at St. Patrick's Cathedral, his first stop, 10 minutes ahead of schedule. A huge crowd cheered and applauded as he stepped out of his bubble-top limousine to enter the famed Fifth Avenue church. The Cathedral's bells rang out a welcome and its great organ thundered forth the ancient hymn called the Te Deum.

The Pope shed the red and white cape and wide-brimmed hat he had worn during the motorcade and, wearing only his plain white silk cassock and skull cap went forward to kneel before the altar of St. Patrick's and give thanks to God for his safe journey — the longest voyage ever made by a Pope and the first to the Western Hemisphere.

In a brief talk at the Cathedral, the Pope voiced his gratitude for "this warm welcome." He asked "prayerful support of our message for peace."

Besides speaking to the UN Assembly and the conference with Johnson, Pope Paul crammed into his hectic 14-hour schedule a mass for peace at Yankee Stadium, and a visit to the Vatican Pavilion at the World's Fair.

The Pope said he was delighted to be in "a country so free, so strong, so industrious, so full of wonders" as America.

FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with "Europeast Bulletin", should be sent to the following address:

Largo Chigi 19 - Rome

Dr. ALEXANDER SUGA

The question of Bessarabia in international law

The writer of this article is the author of a thesis entitled "Bessarabia and International Law in her Historical Development", submitted to Bonn University in 1959. It analyses the past and—with the aid of statistics and maps—the ethnic character of the province, as well as the foundations of Rumania's right of redress.

Territorial questions in modern times have always formed an object of litigation at diplomatic conferences and in the drafting of peace treaties. Outstanding among these was the dispute over the territory which came to be known as Bessarabia.

In spite of successive and drastic attempts at de-nationalisation under the Russian Administration since 1812, when it was first occupied, at the time of its reunion with Rumania in 1918, the Romanian element in Bessarabia was still over sixty per cent of the total population.

International treaties and commitments

The re-annexation of Bessarabia in June 1940 was illegal, since it infringed the definite provisions of international treaties, which sanctioned the 1918 Act of Union, and the agreements designed to safeguard the security, and integrity of the border states. The use of force in settling territorial disputes was forbidden. The Soviet Ultimatum of June 1940 infringed the provisions of the Litvinoff Pact and the Convention on the Definition of Aggression signed in London, on July 4, 1933, also by the USSR, both agreements having been concluded on Soviet initiative.

Besides world opinion, statesmen and specialists in international law were agreed that states using force should be "deprived of their loot" and "whenever a territorial claim was raised recourse should be made to the right of self-determination" (the so-called Stimson Doctrine). In accordance with these postulates, Britain and the U.S. insisted, in the Atlantic Charter, on the observance of this procedure in all territorial disputes. On the basis of this principle, Winston Churchill asked, while the war was still on, that Russia's



Windmills in Bessarabia

annexation of Bessarabia be annulled.

But even Soviet historians concerned themselves with the problem of international treaties concluded under pressure. For instance, both E. A. Korovin (« International Law in the transitional stage », Moscow 1929, p. 40) and W. Potjomkin (« History of Diplomacy », Moscow 1947, vol III, p. 924) describe such a treaty as « Dictate », and felt certain that it was right and fair to reject, and disregard, such treaties.

The Paris Peace Conference of '47, dealing also with the Romanian Treaty, did not heed the international law, overlooked both the Stimson Doctrine and the Atlantic Charter. It gave the Soviet Union a title deed over Bessarabia, not withstanding the fact that she used force in 1940. The people of Bessarabia were not given a chance to decide for themselves whether they wished to become Soviet citizens or not. On the contrary, the Soviet Union began to take measures of de-nationalisation by way of mass deportations.

Deportations as instrument of policy

The German sovietologist Prof. Maurach stated: "The aim of deportation is the same for all nationalities—forced labour in the forests of Northern Russia, in the mines of Warkuta or Magadan, on the construction sites of dams and canals. They are carried out at night, and the victims can take practically nothing with them."

Once the new deportations are completed and the villages, where

once lived Romanians, filled with non-Romanians, then Russia would gladly agree to a plebiscite, "because those who owned that right would no longer be there or even alive." Karkheizpfeffer and Brand said that no one knows about the whereabouts of the odd half a million deported Romanians. Such a plebiscite would be void of all practical sense (sinlos).

The methods used in the carrying out of deportations is contrary to the International Convention for Human Rights and in defiance of art. 2 of the U.N. Convention on Genocide. The deportations are carried out by the executive organs of the Soviet State. The Soviet Government has no interest in punishing the transgressors, since the Government itself ordered the deportations.

Not the end

The Convention on Genocide is the work of idealists. It cannot be implemented, because there is no way in which to bring the real culprit to justice. Experts of international law raise their voice again and again, to demand the setting up of an international tribunal empowered to punish the crimes of genocide. Free Romanians have protested against the de-Romanisation of Bessarabia, but hitherto to no avail. But of course this is not the end.

A sustained effort on the part of all responsible opinion is clearly called for, if the crime of genocide is not to be forever condoned.

The problem remains essentially a political and moral one.

The USSR resumes deportation campaign Marx on Russian imperialism

by DANIEL NORMAN ("Le Figaro")

The problem of *Bassarabia*—the "Alsace-Lorraine of Eastern Europe"—has once again become an international issue. It formed a source of conflict between the Romanians and the Russians since 1812, when this province was first annexed by Tsar Alexander I. The two Communist regimes particularly after the incorporation of *Bassarabia* into USSR under the name of Moldavian Socialist Republic, appeared to consider the question of *Bassarabia* as settled.

The news reaching London of the new wave of deportations from *Bassarabia* to Kazakhstan is shattering for the Romanians. The operation now being carried out beyond the frontier may be free of the cynical brutality of similar operations during the Stalinist era, but the object is the same and the method used just as effective.

The alarm was sounded by an official announcement in the Party organ « *Moldova Socialista* » concerning the « organisation of transfers » of families of farm workers and employees to state farm in the region of Pavlodar, « *Kazakhstan*. »

Soviet « persuasion »

At first sight, the announcement may seem innocuous. It might be taken for an appeal addressed to « persons expressing their wish to serve the cause of the entire nation. » by agreeing to cultivate land marked for development. A curious detail: stress is laid on the provision of special trains « for the transport of persons, who are willing to emigrate during the winter »!

Behind the myth of « voluntary » emigration we detect the same process of de-Romanisation of the province, by which under the Tsarist regime the Romanian population was reduced from 90 per cent in 1812 to a bare 61 per cent in 1917 (when the province was re-united to Romania). In fact, the present opera-

tion is identical with the « planned emigration » enacted by Khrushchev in 1955, which was responsible for the « transfer » of some 500,000 Romanians under appalling conditions. Now as then, the « volunteers » constitute a rare species. It is hard to fathom why people should leave the country of their birth, in order to reclaim the frozen lands of Siberia!

Again, the Party and State apparatus feels compelled to use « persuasion » of a kind at which they are past masters. And it is no mere coincidence that the population of the districts with a Romanian majority form the exclusive object of their attention. The only difference between the deportations ordered by Khrushchev in 1955 and those now being carried out is that not only « young volunteers » but whole families are involved, and that now the authorities are choosing precisely those who are most opposed to Russification.

The real motive behind the inhuman transfers continues to be exclusively political. Stalin carried on, in this as in other fields the good work of the Tsar. After a two year lapse, Khrushchev resumed Stalin's own policy of changing the ethnic character of an old Romania province in order to rob Romania of her right to it.

Marx on the Russians

"The irony of history"—a term dear to the authors of the Communist Manifesto—is that the event which precipitated the decision of Moscow was the publication of a book in Bucharest, with the rather inoffensive title « *Notes on Romanians* » by Karl Marx.

Indeed, Marx—like Engels—has shown an undeniable interest in « this small nation engulfed in a sea of Slavs. » Marx wrote three articles on the subject for the « *New York Herald Tribune* », but they were returned to him in 1856, having been employed by the Russian Embassy in

Washington. These texts got lost, but a Romanian and a Polish academician, at the Amsterdam International Institute of Social History, managed to trace some of the notes which served as raw material for the three articles, and which now make up the aforesaid Bucharest edition. This was withdrawn from circulation as if it was one of the banned publications.

Moscow was well aware that the volume would be dynamite in the hands of young Romanians. And not so much because this Marxist history of Russo-Romanian relations appeared to contradict the version taught in Romanian schools, or because the Russian occupations in the Tsarist past could evoke more recent memories, but because Marx insists on the injustice of *Bassarabia's* occupation by Russia, and this has been a forbidden subject in Romania since the war.

The danger to Russia lies in the fact that if the Romanians continue to read the works of Marx and Engels and others with new eyes, they will learn that the real objects of the Tsarist intervention in support of the Romanian Principalities was none other than to annex them. They would find out that the authors of the Communist Manifesto saw in the annexation of *Bassarabia*, this « Romanian » province, and in the annexation of Eastern Poland by the Tsar nothing but « a shameful conquest of foreign territories by brute force, nothing but a theft pure and simple... »

Whatever the Romanians may or may not do in this matter in the future and even if the fear of the Kremlin are fully justified, the revival of the methods which we would have liked buried for ever, and whose aim is to transfer from one region to another, whole populations—as if they were cattle!—as a meal is to their rightful claims, remains unforfeitable.

BASSARABIA CALLS UPON THE WORLD

LET THERE BE AN INTERNATIONAL INQUIRY

« East-European Spokesman »

« To pronounce the name of Bessarabia is synonymous with protesting against Russian domination — this name alone is a whole history. » This was said at the time when the Russian occupier first embarked upon a policy of ruthless oppression and denationalisation in this unhappy Romanian province; that is, at the time when Gladstone took Disraeli to task for his « private deal » with the Russians for « selling Bessarabian liberty to Russia who would now impose her despotic institutions and turn a devoted friend into an enemy. »

The Western statesmen were of course concerned lest Russian encroachments on Romania conflicted with the wider interest of securing a stable balance in a most sensitive area of Europe.

Barbaric practices

Now let us lay bare the facts concealed behind a seemingly innocuous Soviet order in Bessarabia.

What it all amounts to—and there is already plenty of incontrovertible evidence at hand to support it—is nothing less than a deliberate attempt to destroy the Romanian identity of Bessarabia, this time by wholesale deportations to Siberia.

We are not here concerned with the shocked indignation of the Romanian nation. Of general concern, as Mr. Norman says in his article, is "the revival of practices we would like buried for ever"; practices which started for the first time in Europe with the barbaric mass expulsion from Sudetenland, Silesia and Pomerania, with consequences still difficult to assess.

No nation can be expected to forget, let alone condone, the uprooting of its people—an act which, as an expert on international law says in the case of Bessarabia, is tantamount to genocide.

Russian designs

The intentions of the Russians in Bessarabia are obvious. To forestall a call for "Romanian reunification"

they are trying to obliterate the Romanian character of Bessarabia and, at the same time consolidate Russian power on the Danube.

Moreover, by supplanting the Romanians of Bessarabia with Russians, they hope to drive a wedge between the twenty million Romanians and the forty million Ukrainians—their most implacable opponents.

In 1959, Khrushchev declared in Kiev that territorial disputes no longer existed between Russia and Romania, since « both are on the same path of Communism. » The Romanians utterly disagree. True, a peaceful and equitable solution of the Bessarabian dispute could only become feasible, indeed certain when another power replaces Russia as the dominant power in the area, and that power could only be a united free Europe.

What can be done?

In the meantime, what can be done to save the remaining two mil-

lion Romanians of Bessarabia, and thus prevent in the interest of peaceful relations a further embitterment between the two nations? What can be done to stop the carrying out of the insensate deportations ordered by an Administration so indifferent to the political and moral issues involved?

We hear of the Romanian Communists growing independent of Moscow, yet they dare not so much as lodge a faint protest against the deportations!

The most they do is indulge in an oblique use of Marx's indictment of Russian imperialism in Bessarabia, in order to exploit national sentiment in the interests of the Party.

What is needed is some tangible response leading to action. But, since it is questionable whether any state would agree to submit to international judgement matters of such significance—for which no proper machinery has yet even been suggested—there is the hope, as Senator Dodd has said, that « the mere power of investigation at UNO would act as a deterrent to genocidal crimes, and to other violations of human rights. »

It is well to mention the commotion produced in the Communist hierarchies by the Yugoslav Mihajlov's revelations as to the Soviet infamous practice of genocide.

Let there be an international enquiry into the tragedy of Bessarabia, and let UNO show that there is the will to abide by the Universal Declaration of Human Rights. Let the Russian Government be told to stop the deportations forthwith, and return those deported!

Failing this, in the long run a people whose whole future is in jeopardy at the hands of a ruthless colonialism may well take Khrushchev at his word, and—"take to arms."

VICTOR CORNEA

Chairman, The Romanian Free
Democratic Committee



The modern way to run the gauntlet,
Ludas Matyi (Budapest)

**ДИРЕКЦИЯ ЖЕНЕРАЛЭ
ПЕНТРУ ПЕРМУТАРЕ
ШИ АНГАЖАРЯ ОРГАНИЗАТЭ
А МУНЧИТОРИЛОР
ДЕ ПЕ ЛЫНГЭ СОВЕТУЛ
МИНИШТРИЛОР
АЛ РСС МОЛДОВЕНЕШТЬ**

организация пермуталя фамилидор де колхозничь, мушчиторь ши функционарь пе пэмынтуриле десцелените дин совхозуриле режииний Павлодар, РСС Казахэ.

Пот фи мутате персоанеле, каре ышь манифестэ Доринца де а мунчи ла лукрэрэ агриколе ын кымп, орь ын калитате де комбайнерь, тракторишть, крескаторь де анимале ши ла алте специалитэць ын агрикултурэ.

Чей каре се мута пе пэмынтуриле десцелените примеск ун ижотор бизнес, ли се плэщете костул друмулуй ши ал транспортарий шитрежий аверь. Ла локуриле ной де трай ей примеск, де асемени, ун предит пентру ка сэ-шь конструасэ касэ ши сэ-шь кумпере вите.

Ын перноада де ярэ чей каре се мута пе пэмынтуриле де целины кэктореск ын тренурь специале пентру транспортаря пасажерилор ши а инкэрнатурилор.

А ге адреса комитетелор екскутиве райоанале сау ла Дирекция жекералэ пентру пермутаре ши ангажаря организате а мунчиторилор де пе лынгэ Советул Миништрилор ал РСС Молдовенешть (оранул Кишинэу, strada Шчуцев № 5).

МУТАЦИ-ВЭ ПЕ ПЭМЫНТУРИЛЕ ДЕ ЦЕЛИНЭИ АДУЧЕЦИ-ВЭ ПРИНОСУЛ ЛА КАУЗА ЫНТРЕГУЛУЯ НОРОД — ДЕЗВОЛТАРЯ РАШИДА А АГРИКУЛТУРИЯ СОЧИАЛИСТЕ

BASSARABIA: OFFICIAL ANNOUNCEMENT

THE GENERAL BOARD FOR THE TRANSFER AND ORGANISED RECRUITMENT OF WORKERS ATTACHED TO THE MINISTERIAL COUNCIL OF THE SOVIET MOLDAVIAN REPUBLIC

While organising the transfer of families of farm workers, industrial workers and civil employes to the virgin lands of Pavlodar, in the Soviet Socialist Republic of Kazakhstan, it is ordained:

Persons can be moved who will express their wish to take part in biners, tractor-drives, stockbreeders agricultural field-work or act as command and undertake any other special work in agriculture.

Those who move to virgin lands will be reimbursed for the cost of their fares and the transport of their belongings. At the new place of work they will receive a credit for building a house and for acquiring livestock.

During the winter season those who move to virgin lands will travel

in special trains allotted for the transport of passengers and goods.

Please address yourselves to the Executive Committee, or to the General Board for Transfers of Workers, at its headquarters in Chisinau, Seiusen Street, no. 5.

Go to the Virgin Lands, and make your own contribution to the cause of the people by helping in the rapid development of agriculture!

From «MOLDOVA SOCIALISTA»

The text of the above Soviet order is set in Cyrillic, the new alphabet resembling the Russian introduced in Bessarabia after its incorporation into the USSR. "Moldavia" (name derived from a river) is made to appear as something quite different from Romania, with a language — "Moldavian" — of its own, although in reality there is no shred of difference between it and the language spoken by Romanians elsewhere. The attempt at manufacturing a distinct Moldavian nationality is characteristic of the Byzantine trickery of Russian diplomacy, old and new.

KALEIDOSCOPE

POLAND

A Polish newspaper recently reassured readers that de-Khrushchevization in the USSR does not mean the rehabilitation of Stalin. In its May 6 issue, *Zycie Warszawy* noted that "several Soviet periodicals have recently published the name of Stalingrad which had consistently been avoided for the past few years since the city was renamed Volgograd." The paper also mentioned that Stalin's name reappeared in several statements during the recent 20th anniversary celebrations of the end of World II and gave quotations from Soviet Marshals Ivan Konev and Ivan Bagramyan. The article concluded that "the basic appraisal of Stalin and of the personality cult made by the 20th CPSU Congress remains unchanged," even though Stalin's role in the war effort was

judged in a more positive light in those statements.

* * *

The Ministry of Education has reorganized the secondary schools in Poland so that there are now only vocational schools and general university preparatory schools at this level. Previously the latter were divided on the basis of their special field e.g., mathematics, languages, etc. In the fourth and last year of secondary school, however, general studies students will be able to choose courses from the following fields: humanities, mathematics-physics, biology-chemistry, geography-economics, and foreign languages. Students in these schools who do not plan to go to a university will

be given vocational courses in their last year.

HUNGARY

Moscow seemed to be pressing Hungary for total support of Kremlin policies. Premier Kadar, accompanied by Deputy Premier Antal Apro and Central Committee Secretary Bela Biszku, were in Moscow from May 23 to 29, and met with top Soviet leaders, including Brezhnev and Kosygin.

The result of the visit, which included only a minimum of ceremonial activity, was a communiqué expressing "full identity" on all issues, and the subsequent signing of a trade protocol apparently designed to tighten coordinated economic planning for both countries.

Earlier, Soviet Foreign Minister Gromyko spent four days in Budá-

europ east bulletin

pest (May 11 to 14), largely in talks with Foreign Minister Janos Peter. The resulting communiqué strongly condemned US aggression in Vietnam and also expressed agreement on the German problem and on extending Hungarian-Soviet relations. The cabinet and the Foreign Affairs Committee of Parliament endorsed similar views.

The Moscow communiqué followed the same lines, stressing that "the representatives of the Hungarian Workers Party and the Communist Party of the Soviet Union are convinced that assistance to the Democratic Republic of Vietnam, a fraternal socialist country, requires unity and united action on the part of every country in the socialist community."

ROMANIA

Following a visit to Bucharest, Father B-naventure Schweizer, superior general of the Society of the Divine Saviour, reported that the Vatican was considering opening negotiations concerning church-state relations with Romania.

Father Schweizer said that while there was no "real active episcopacy" in the country, he had the impression that "the government would welcome a Vatican approach and that it might be possible to arrive at a greater measure of agreement with Romania." Father Schweizer was the first official of a Catholic religious order to visit Romania since the end of the Second World War.

The Bell Telephone Manufacturing Company of Antwerp was awarded a \$10,000,000 contract to modernize and extend Romania's telephone system. The order includes two exchange systems for Bucharest, one of which will be of the Pentaconta type with a capacity of 5,000 lines. Trunk exchanges will be installed in 13 major cities. The company will also provide technical assistance for the building of a plant for the production of Pentaconta-type equipment which will have an annual production capacity of 100,000 lines within five years.

An agreement on cultural cooperation between Romania and communist China, established "principles for the development of relations" between the two countries in the fields

of science, education, art press, radio, TV, health protection and sports through the arrangement of reciprocal visits, and exchanges of publications and specialized material. The agreement also provided for the teaching of the Chinese language in Romania and vice versa. The previous cultural accord between the two countries was signed in December 1951.

EAST-GERMANY

Carrying banners reading "American murderers get out of Vietnam—end the dirty war," demonstrators broke into the United States Military Mission in Potsdam, a suburb of East Berlin, tore down the flag and damaged the building on June 1. According to the East German news agency ADN, the decision to march on the building was made by a crowd which had attended an anti-American rally in East Berlin. The US mission is accredited to the Soviet Army headquarters in East Berlin.

The sharp increase in trade with Yugoslavia—52 percent last year—will continue in 1965. This prediction came from Yugoslavia's Federal Secretary of Foreign Trade Nikola Dzuverovic following a meeting in East Berlin of the Joint Economic Committee, May 4 to 6.

The Yugoslav official estimated that the 1965 increase will be 30 percent, and added that "possibilities exist for industrial joint production,

appearance in third markets, and for scientific and technical cooperation."

BULGARIA

President Georgi Traykov, on a 12-day visit to the Soviet Union, delivered such a blistering attack on US policies in Vietnam at a Moscow diplomatic reception that American ambassador Foy D. Kohler walked out in protest.

Traykov told the gathering on May 17 that "Our people have branded the criminal adventure of American imperialism in Indochina, and have declared their readiness to give decisive fraternal support. Our people have condemned the crude armed interference of the imperialists in the internal affairs of the Dominican Republic."

A joint communiqué issued after Traykov held meetings with Soviet leaders Kosygin, Brezhnev and Mikoyan included similar sentiments, and stressed the complete unity between the two countries on all outstanding problems.

Soviet cosmonauts Colonel Pavel Belyaev and Lieutenant-Colonel Alexei Leonov arrived in Sofia, at the invitation of the Bulgarian Ministry of National Defense. The cosmonauts were awarded the highest Bulgarian distinctions—the title of Hero of Socialist Labor, the Golden Star and the Georgi Dimitrov Order—and on May 24 were feted at a luncheon at the Vrnanya government residence. During the visit, Lt.-Col.



"Foreigners think life is all black here." "Why?" "Because they see our documentaries," Borba (Belgrade)

europeast bulletin

Leonov, who was the first man to float in space, said in an interview with the Bulgarian press agency that the double airlock of the Voskhod 2 spacecraft had provided a better and safer means of exiting into space than the hatch of the US Gemini 4. Col. Leonov explained that double doors allowed the Russians to keep Voskhod's cabin pressurized and provided a transition stage before he stepped out of the spacecraft.

CZECHOSLOVAKIA

Ever since the party approved the new economic system in January, the trade union movement has been uncertain of its future role. At the May 20-21 conference of the Revolutionary Trade Union Movement, party ideological spokesman Jiri Hendrych noted that "there have lately been many guesses in many places. The point is," he stated, "for the trade unions to free themselves of formalism and to help more than they previously have in educating the working people for greater responsibility and discipline and in the application of the new economic thinking." He concluded that the trade unions will continue their "comradely cooperation in achieving conditions for high labor productivity and plant profitability. On the other hand, a plant council will not be able to interfere with the indivisible authority of managers nor to deprive them of personal responsibility." This confirmed previous indications that the trade unions will lose much of their say in hiring and firing practices, one of their chief sources of influence in the past.

As defined by the Vice-Chairman of the Central Trade Union Council at the conference, the trade unions' tasks are five-fold: 1) to increase profitability and productivity by exploiting science and technology; 2) to fundamentally improve workers' qualifications; 3) to reduce the work week gradually to five days, or to 42 hours in general and 40 hours in especially difficult professions; 4) to improve working and social conditions for women; and 5) to facilitate better working conditions, better exploitation of leisure, and better transportation to and from work. The last three points are well-worn from years of repetition. The work week is still 46 hours for most workers.

Pan American Airlines has announced that it will resume regular flights to Prague. They will be scheduled for a test period of five or six months. Previous flights were discontinued in 1950 because of a lack of traffic and rigid visa regulations.

Planes are to leave Kennedy International Airport on Wednesdays and Fridays and arrive in Prague at 11:20 local time the next morning, after a stopover in Prestwick, Scotland. The return flight will be scheduled for 2:00 p.m. Thursdays and Saturdays, with arrival in New York

at 7:25 local time the same day.

A Pen Am spokesman said that traffic between Prague and New York has recently increased considerably because of more relaxation in travel restrictions and he expected the number of Americans of Czechoslovak descent who visit Czechoslovakia to increase rapidly. The resumption of service to Prague will mark the first air service by a US international carrier to a Soviet bloc nation in fifteen years; a Pan American round-the-world flight now makes two stops a week in Belgrade.

BOOK - REVIEW

POLITICAL POWER: USA-USSR, by Zbigniew Brzezinski and Samuel P. Huntington, New York: The Viking Press, 1964

The intertwined themes of this remarkable book are suggested by the twin subtitles: « Similarities and Contrasts; Convergence or Evolution. » The authors explore with enormous persuasiveness and skill the usages, functions and modes of political power within the two societies as well as in relation to other nations. Perhaps the major similarity in the functioning of political power in the present-day USA and USSR is their flexibility, their ability « to make some major innovations in response to some major changes in... environment. » In method, style and substance, however, there are marked differences, as is to be expected between a society where political considerations, as determined by a small group of professional power-wielders, are not absolute but paramount, and a society in which socio-economic factors operating within a pluralistic context dominate.

The authors first treat at brilliant length the general application of these differences and similarities. They go on to demonstrate their significance in specific historical circumstances: in the struggle for power of Khrushchev and of Kennedy; in the political weight of the agricultural sector of society; in the problem of civil versus military power as exemplified by Zhukov and MacArthur; in reactions to the Hungarian Revolt on the one hand and the Cuban Revolution on the other; and in the management of allies,

The analyses are superb, the conclusions eminently sound. In a section on « foreign dilemmas, » dealing with Hungary/Cuba and China/France, the authors say: « Analysis of the two interventions and of the two alliances suggests that the Soviet system is better suited for dealing with enemies and that the American system is more effective in coping with friends. »

All this wealth and weight of material is brought to bear on the important question as to whether the two societies are converging. The theory of convergence is widespread, whether in Khrushchev's « Our grandchildren will live under communism, » or in more sophisticated Western theories that increased industrialization and affluence will move the USSR toward a libertarian society. This convergence theory the authors decisively reject. « The current argument that communism cannot survive industrialization and affluence parallels eighteenth-century arguments about democracy. Democracy, it was assumed, could survive only in a poor, egalitarian, rural environment. It would be corrupted and undermined by affluence, urbanization and industrialization. »

Rather than convergence, the authors see separate evolutions. The exercise of political power in the USSR may evolve toward greater « regularity, orderly procedure and limited dissent, » but this will be only in the context of a relatively small elite. In the US greater centralized exercise of power is to be expected, but this will still operate within the context of a pluralistic society.

Contributions à l'histoire de la civilisation européenne *

LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DANS LA REVOLUTION FRANCAISE

par GIORGIO DEL VECCHIO

* Cet essai a paru dans les numéros d'octobre, novembre, décembre 1964, janvier, février, mars 1965 de notre revue. Nous publions ci-dessous la partie que le manque d'espace nous avait obligés à éliminer et qui est la continuation du numéro de février 1965

V) LES CRITIQUES A LA DECLARATION DES DROITS

Nombreuses ont été, comme nous l'avons vu, les polémiques qui s'élevèrent à propos de la Déclaration des Droits, surtout en France et aussi en Angleterre et en Allemagne. Bien des penseurs italiens exprimèrent également leur opinion à son endroit souvent avec des vues originales et profondes, mais selon des critères assez disparates.

A quelqu'un d'entre eux nous avons fait précédemment allusion; nous allons maintenant citer les écrits les plus remarquables. Mais nous laisserons de côté des ouvrages cependant importants comme ceux de Gioberti, Balbo et Pisacane, qui ne concernent pas directement l'objet de notre étude (67).

1) La révolution française était encore dans sa phase initiale quand un abbé sicilien, Nicola Spedalieri, écrivit un livre: *De' diritti dell'uomo* (imprimé à Rome, avec la date d'Assise, 1791), qui acquit une grande renommée et suscita de nombreuses polémiques qui se prolongèrent longtemps. Dans cet ouvrage l'auteur affirme les droits naturels de l'homme, en termes substantiellement conformes à ceux qu'employèrent les défenseurs du droit naturel de son siècle, termes qui avaient été sanctionnés par la Déclaration de 1789. Remarquable est son affirmation que le peuple a le droit d'enlever la principauté à qui viole les conditions essentielles du «Contrat social», qui est le fondement de la société civile; conditions dont la première est précisément la sauvegarde des droits naturels de chacun (68).

Une fois ces principes établis, dans la suite de son ouvrage il développe la thèse (déjà énoncée dans le titre) que la gardienne la plus sûre des droits de l'homme dans la société civile est la religion chrétienne. Celle-ci possède les moyens véritables et est parfaitement efficace (affirme-t-il) « à réfréner les passions, resserrer l'union sociale, endiguer le despotisme, consolider et fortifier la juste principauté » (69). Les calamités dont sont affligés certains peuples dérivent, à

son avis, de ceci que la religion « n'existe plus en bien des endroits »: d'où la nécessité de « la rétablir dans son être et sa vigueur » (70).

Quand il soutient cette thèse, Spedalieri exprime des idées qui, à dire vrai, ne semblent pas conformes à certains principes précédemment affirmés: en faveur, par exemple, de l'intolérance religieuse (L. III, C. IV, §§ 25 et 26) tout en protestant qu'il ne veut pas « inspirer un fanatisme féroce et assoiffé de sang » (L. VI, C. XIII, § 1). Certains, comme Rosmini et Taparelli, déclarèrent qu'en ayant recours aux forces de la religion chrétienne Spedalieri se rétractait ou renonçait au système auparavant adopté (71); mais nous croyons qu'il est plus juste de dire qu'il a cherché à démontrer, par sa complexe doctrine, qu'on pouvait concilier les dogmes du Christianisme et les maximes de la démocratie libérale.

2) Dans deux brochures intitulées: *Che cosa è eguaglianza?* et *Che cosa è libertà?* éditées la première fois à Trente, respectivement en 1792 et 1793, et plusieurs fois réimprimées (72), Giandomenico Romagnosi se réfère évidemment à la Déclaration des droits de l'homme, sans toutefois la mentionner expressément. C'est d'ailleurs ce qu'il confirma lui-même quelques années plus tard, en écrivant au juriste français Pastoret; et ce fut précisément, quand le Trentin retomba sous la domination autrichienne, ce qui offrit le prétexte d'un procès pénal, à la suite duquel Romagnosi dut subir quinze mois de prison avant d'être finalement acquitté.

En traitant ces arguments il usa d'un ton assez modéré, apportant grand soin à déterminer les limites de l'égalité, comme de la liberté, contre les interprétations erronées de ces principes fondamentaux. Sans doute, il voulut démontrer leur haute signification, et il doit être considéré par conséquent comme l'un des principaux défenseurs et propagateurs des idéaux qui inspirèrent les premiers actes de la révolution française. Mais personne, peut-être, ne mit en garde, plus énergiquement que lui, contre les idées fausses et périlleuses adoptées par la mul-

titude à propos de l'égalité et de la liberté, qui « mal comprises poussent à la licence et à l'anarchie ». L'égalité, écrit-il, « n'est autre que l'état même des droits naturels humains »; mais c'est justement du respect de l'égalité que découle une inégalité de biens et de conditions. Et « pour faire respecter l'égalité », ajoute-t-il, « il faut introduire l'empire et l'obéissance », autrement dit « l'inégalité d'autorité, née de la constitution du gouvernement civil ». Ainsi la liberté ne veut pas dire « une faculté de faire tout ce qui plaît »; « la vraie liberté sociale, également éloignée du despotisme et de l'anarchie, ne se trouve que là seulement où existe un Gouvernement fort, où la loi a la plus grande autorité possible ». Significatif est le fait que Romagnosi mit en épigraphe à son essai ce passage de Rousseau: « Il n'y a que la force de l'Etat qui fasse la liberté de ses membres » (*Contrat social*, L. II, C. XII).

3) Une critique des principes de la révolution française, que l'on peut comparer à celle de Burke, se trouve dans le célèbre *Saggio storico sulla rivoluzione di Napoli* de Vincenzo Cuoco (1801; 2e édit. 1820). L'auteur avait été témoin de la malheureuse issue de la révolution napolitaine, durant laquelle tant de sang généreux avait été en vain répandu; et il crut discerner la raison principale de l'échec dans le fait que les patriotes napolitains avaient accueilli les idées « trop abstraites » de la révolution de France, qui ne répondaient pas aux conditions réelles du peuple auquel ils entendaient les appliquer. Cuoco ne niait pas, en principe, la légitimité d'une révolution, quand elle est justifiée par les exigences de l'âme populaire; mais son sens profond de l'histoire lui faisait blâmer les perturbations provoquées par de simples idéologies et les mutations non nécessaires. « La manie de vouloir tout réformer entraîne avec elle la contre-révolution » (73).

4) Giuseppe Mazzini exprima un jugement original et profond sur la Déclaration des droits. Il attribua à la France le mérite d'avoir « accompli sa mission avec sa révolution de 1789, en formulant dans la Déclaration des droits les résultats de l'Ere Chrétienne, en mettant hors de doute et en élevant au rang de dogme politique la liberté conquise dans la sphère de l'idée du monde gréco-romain, l'égalité conquise dans le monde chrétien et la fraternité qui est la conséquence immédiate de ces deux termes, mais qu'il ne faut pas confondre avec l'association, de laquelle elle n'est, en quelque sorte, que la matière première, la base » (74). Aussi préconisait-il une autre époque, qu'il appela sociale, de laquelle l'Humanité aurait dû être « l'âme, la pensée, le verbe ». Dans ce but, nécessaire était « l'association de tous: association d'égaux, puisqu'une association ne peut se constituer qu'entre hommes libres, et qu'il ne peut y avoir de liberté qu'entre hommes égaux: égalité des peuples: solidarité et capacité d'initiative pour tous » (75). Une fois adoptés, par conséquent, les principes proclamés

par la révolution française (76), il préconisait toutefois un « renouvellement de tout l'édifice politique: introduction d'un élément nouveau dans la vie des peuples: substitution de l'école du Devoir à celle du Droit, de l'idée d'une mission à une impulsion négative de rebellion, de l'Humanité à l'homme » (77).

Ces idées, Mazzini les proclama et les développa avec la ferveur de l'apôtre dans de nombreux ouvrages sur lesquels il serait superflu de nous étendre, car les éléments essentiels de sa doctrine résultent clairement des passages que nous venons de citer. Rappelons seulement qu'il se référa expressément à la Déclaration des droits jusque dans l'ouvrage que nous pouvons dire classique sur les *Doveri dell'uomo*: confirmant la validité des droits « inhérents à la nature humaine », mais notant, d'autre part, que l'idée des droits, « acceptée en paroles et hypocritement, même par qui cherche, en fait, à l'é luder », doit être accompagnée de la « croyance dans les devoirs de l'homme »: devoirs qu'il entendait dans le sens le plus haut et le plus étendu. Il observa aussi que la reconnaissance des droits ne sert pas à qui ne peut les exercer; d'où la nécessité de réformes profondes dans toute la vie sociale (78).

5) L'un des plus grands philosophes italiens, Antonio Rosmini, définit la Déclaration des droits de 1789 « un document solennel », qui « résume la pensée d'une époque » (79); mais il éleva contre elle et contre la révolution française de graves objections. A son avis, « le mouvement de 1789 fut un mouvement d'irritation »; et « les idées chez les auteurs de la révolution française furent horriblement confuses » (80). Examinant un à un les principaux articles de la Déclaration, il remarque que les maximes « les hommes naissent libres » et « égaux en droits » sont vraies si l'on parle « de ces seuls droits qui se fondent sur la nature humaine possédée également par tous les hommes »; mais « les hommes naissent en famille où les parents et les enfants ne sont certes pas égaux en droits »; et il y a aussi « une relation de seigneurie et de servitude qui est reconnue par le droit de raison ». Au delà des droits « de nature », il y a les droits « acquis », qui sont également à conserver, tandis que la Déclaration n'indique comme but de toute association que la conservation des premiers. De même, le principe de la souveraineté nationale n'est pas accepté par Rosmini, car le mot *nation*, à son avis, est « équivoque » (81).

Malgré ces remarques et quelques autres, qu'il ne serait pas difficile, à la vérité, de réfuter, Rosmini reconnaît que le bouleversement de 1789 répondait au « besoin, senti déjà depuis longtemps par la société civilisée, de faire un pas en avant vers son idéal », et que même dans « l'abîme de la malignité s'agitait un germe bon et salutaire » (82). Admissions assez remarquables, encore qu'elles soient assez voilées.

Rosmini déclare qu'il veut porter « un jugement tranquille » sur cette époque, après la

« sanglante expérience ». Mais il semble que malgré son noble dessein, ait pesé, en réalité, sur son jugement, comme sur celui de beaucoup d'autres critiques, l'horreur pour les violents excès de la révolution, auxquels il fait en effet allusion, en rappelant « les jours de la terreur »; comme si ces excès eussent été déterminés par la « charte », c'est-à-dire par la Déclaration, plutôt que par des passions criminelles.

6) Giuseppe Ferrari, dans sa *Filosofia della rivoluzione*, interprète la Déclaration des droits comme destinée à combattre non seulement le féodalisme et les privilèges, mais aussi « le trône et l'autel ». En formules manifestement paradoxales, il affirme que la France « transfigurée par la Déclaration des droits de l'homme, est condamnée (sic) à être la nation libératrice », autrement dit à « terrasser le pape, l'empereur, Christ et César » (83). Il est superflu de relever ce qu'il y a d'incongru dans cette interprétation que l'auteur cherche à soutenir en se référant aussi aux événements qui suivirent dans l'histoire de la France.

7) Clemente Solaro della Margarita se déclara contraire aux révolutions en général et à la révolution française en particulier, en soutenant les principes de l'absolutisme et du légitimisme traditionnels. Sa pensée est étroitement en accord avec celle des philosophes de la restauration (Joseph de Maistre, de Bonald etc.), et se résume dans la simple maxime qu'il « faut obéir à toute autorité » (84). Il ne reconnaît donc aucun droit aux peuples et ne pose aucune limite au droit des souverains. A ceux-ci il recommande d'avoir foi dans leur droit, qu'ils n'eurent pas des hommes, mais de Dieu; et il les exhorte à le maintenir intact, selon les formes de l'Etat dont ils sont les souverains, en s'abstenant de faire des concessions, dans le but de concilier les partis (85). En raison de ces convictions, lui qui fut ministre du roi de Sardaigne de 1835 à 1847, s'opposa, comme on sait, à la concession du Statut. Il serait superflu de rapporter ses véhémentes invectives contre la révolution française, de laquelle, selon lui, seraient sorties toutes les révolutions suivantes (86).

8) Environ en 1860, Alessandro Manzoni entreprit d'écrire un *Saggio comparativo* sur *La rivoluzione francese del 1789 e la rivoluzione italiana del 1859*, mais l'ouvrage demeura inachevé. Néanmoins, les fragments qui nous sont parvenus et surtout l'*Introduzione*, que Manzoni rédigea en entier dans sa forme définitive, nous montrent clairement les idées de l'auteur sur l'une et l'autre révolution (87). Le jugement qu'il porte sur la révolution française est sévère. Il lui reproche, avant tout, « la prédominance de forces arbitraires et violentes », qui atteignit le comble avec la Terreur; d'où l'excessive difficulté de remplacer le gouvernement abattu par un gouvernement stable (88). Certes, il admet que le peuple français avait « des raisons plus que justes » pour vouloir des réformes et obtenir

« l'abolition de privilèges humiliants et lourds pour la majeure partie des citoyens », des « limites au pouvoir absolu du Roi », « une représentation nationale qui participât à la formation de lois », etc... (89); ce qui était précisément, en substance, le programme de la révolution française. Mais, examinant et décrivant dans ce qu'ils eurent de plus dur et de plus sanglant les actes de cette révolution, il les censure au nom de rigoureux critères moraux et aussi parce que, à son avis, « la destruction du Gouvernement de Louis XVI n'était nullement nécessaire pour obtenir les améliorations que la France voulait dans ses institutions » (90). Opinion qui, comme on sait, fut également soutenue par d'autres, mais qui, à dire vrai, ne put ni ne pourrait jamais être démontrée. A juste titre, Manzoni mit en lumière la grande différence entre la révolution française et les mouvements politiques qui conduisirent à l'unité de l'Italie, dont il reconnaît explicitement la justice et la légitimité (91). Confrontant ensuite la Déclaration des droits de l'homme aux actes analogues de la révolution américaine, il tâche de mettre en relief leur diversité, selon une interprétation, à dire vrai, plutôt unilatérale (92).

9) La pensée de Giovanni Bovio sur la Déclaration des droits de l'homme ne diffère pas substantiellement de celle de Giuseppe Mazzini. Lui aussi place auprès de la Déclaration des droits la Déclaration des devoirs. Contrairement à ceux qui « disent vieillie et rhétorique » la Déclaration des droits, il affirme qu'elle contient « des principes qui ne vieillissent pas, principes qui furent et seront le germe de révolutions tant qu'ils ne seront pas traduits et organisés dans les sociétés civiles » (93). Mais cette Déclaration « est abstraite parce qu'abstraites sont les droits considérés indépendamment des devoirs ». Avec elle, affirme-t-il, se clôt le XVIII^e siècle, tandis que s'annonce le XIX^e siècle avec la déclaration universelle des devoirs; et la conclusion c'est qu'en « équilibrant les deux déclarations et les intégrant l'une à l'autre » droits et devoirs s'égalisent et l'on formule dans une vaste synthèse une solution qui est claire et irrémovible (94).

(87) On peut rappeler, de V. GIOBERTI, l'ouvrage *Del primato morale e civile degli Italiani*, ou se trouvent des considérations variées sur les diverses espèces de révolutions (par ex., dans l'édition de Capolago, 1846, T.I, p. 120 et suiv.). De C. BALBO on peut mentionner l'essai *Delle rivoluzioni* (dans le vol. *Lettere di Politica e Letteratura*, Florence, 1855). De C. PISACANE est digne de mention le *Saggio sulla rivoluzione*, riche d'idées et de propositions originales surtout en matière de révolution économique, avec un projet de « futur contrat social ». (v., dans l'édit. de Bologne, 1894, avec préface de N. Colajanni, p. 123 et suiv.).

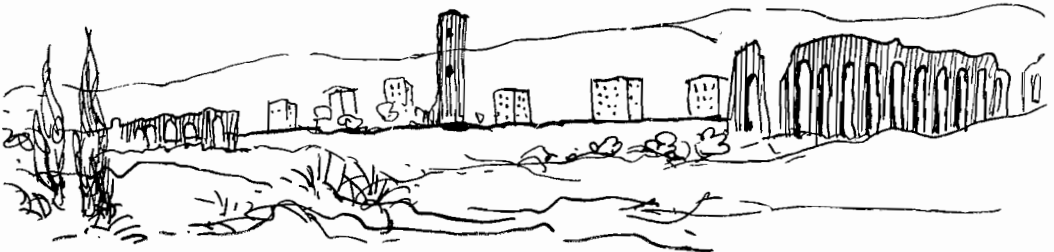
(88) V. SPEDALIERI, op. cit. L. I, C. XII et C. XVI, §§ 13-16, 28.

- (69) Op. cit., L. V, C. XXIV, § 5.
- (70) V. op. cit., L. VI, début, C. I, § 4, C. XIV, §§ 1 et 6.
- (71) V. ROSMINI, *Filosofia del diritto* (2ème édit., Intra, 1865), Vol. I, p. 326; TAPARELLI, *Saggio teoretico di Diritto naturale appoggiato sul fatto* (édit. de Rome, 1855, etc.), Vol. I, §§ 335-336, 569-577 et Note LXIV.
- (72) Dans l'édition des *Opere* de G. D. ROMAGNOSI publiée par A. De Giorgi (avec des « amendements » à dire vrai peu louables), les brochures en question se trouvent dans le Vol. III, P.I. (Milano, 1842), p. 791-812.
- (73) V. CUOCO, *Saggio cit.*, XVII.
- (74) G. MAZZINI, *Dell'iniziativa rivoluzionaria in Europa* (1834; dans « Scritti editi e inediti », Vol. V, Milano, 1863), p. 67 et suiv.
- (75) Op. cit., p. 68.
- (76) « La révolution française, résultat splendide, décisif, solennel, dans l'ordre matériel, du travail moral de trois siècles, le XVIIe, le XVIIIe, le XVIIIe, n'en reste pas moins, et bien que sans franchir les limites de l'émancipation individuelle, le plus grand événement, la plus importante manifestation du monde moderne ». Mais, selon Mazzini, la révolution française n'aurait assuré que le seul « triomphe d'un des termes composant la grande progression humanitaire... Et c'est une gloire qui suffit ». Mais elle n'aurait pas annoncé l'Epoque nouvelle; et ce serait « un préjugé honteux pour ceux qui l'annoncent, fatal pour ceux qui l'acceptent », que d'attribuer « à la France seule l'initiative de la lutte européenne » (op. cit., p. 69).
- (77) *Ibid.*
- (78) V. MAZZINI, *Doveri dell'uomo*, C. I. Mazzini illustre également ces conceptions dans ses ouvrages: *Interessi e principii, Fede e avvenire, I sistemi e la democrazia*, etc. En particulier, à la fin de sa vie (en 1871) il formula de nouveau son jugement à ce propos: v. *Sulla rivoluzione francese del 1789* (dans « Scritti editi e inediti », Vol. XVI, 1887, p. 54-93).
- (79) ROSMINI, *Filosofia del diritto* (1841; 2e édit., Intra, 1865); Vol. II, p. 734.
- (80) *Ibid.*, p. 739 Cfr. du même, *La società ed*

il suo fine (Milano, 1839, et dans le vol. *Filosofia della politica*, 2e édit., Milano, 1858), L. 1, C. IV et VIII; L. II, C. XI et XIII, où il déclare: « La démocratie de la révolution française fut abâtardie par les passions et l'impunité; rien d'étonnant, donc, à ce que le plus monstrueux despotisme se manifestât auprès de la déclaration des droits de l'homme » (p. 162).

- (81) *Filosofia del diritto*, cit., p. 737.
- (82) *Ibid.*, p. 740.
- (83) G. FERRARI: *Filosofia della rivoluzione* (Capolago, 1851, 1854), Vol. II, p. 357. V. aussi les chapitres suivants (P. III, Sec. III). Cfr. du même, la brochure: *Les philosophes salariés* (Paris, 1849), p. 8 et suiv.; et l'article: *I disastri della Francia* (dans « Nuova Antologia » Vol. XV, 1870), dans lequel l'auteur insiste sur les précédents américains de la Déclaration des droits française (p. 230 et suiv.). A son avis, toutefois, la France aurait mal interprété, en l'imitant, la révolution américaine.
- (84) C. SOLARO DELLA MARGARITA, *Avvedimenti politici* (1853; 3e édit., Parma, 1867), p. 126.
- (85) Op. cit., p. 130 et suiv.
- (86) Op. cit., p. 136. Dans un autre ouvrage: *L'uomo di Stato indirizzato al governo della cosa pubblica* (2 vol., Torino, 1863-1864). SOLARO DELLA MARGARITA expose amplement ses idées en matière politique, confirmant sa hautaine condamnation des principes de la révolution française. « La déclaration de droits de l'homme », a-t-il écrit, « fut une manifestation insensée de l'orgueilleuse impudence et de l'ignorance de ceux qui s'imaginèrent pouvoir établir quels sont les droits et les devoirs des hommes, qui ont été prescrits par un tout autre code et un tout autre législateur » (Vol. II, p. 43).
- (87) V. l'édition posthume (*La rivoluzione francese del 1789* etc.), publiée par P. Brambilla, avec avant-propos de R. Bonghi, Milano, 1889).
- (88) V. MANZONI, op. cit., p. 2 et suiv.
- (89) *Ibid.*, p. 19 et suiv.
- (90) *Ibid.*, p. 4 et suiv.
- (91) *Ibid.*, p. 3, 6-8.
- (92) *Ibid.*, p. 321 et suiv.
- (93) G. BOVIO, *Dottrina de' partiti in Europa* (Napoli, 1886), p. 118.
- (94) V. op. cit., p. 121 et suiv.

(A suivre)



L'art carolingien : Il y a onze siècles l'Europe s'était faite

NAISSANCE DE L'ART EUROPEEN

La X^e Exposition d'Art du Conseil de l'Europe a eu lieu cet été à Aix-La-Chapelle du 26 juin au 19 septembre. Elle était consacrée au premier européen de l'histoire, à Charlemagne, à son oeuvre, à son influence.

Aix-la-Chapelle, carrefour d'Europe aux frontières de trois pays, la France, la Belgique et l'Allemagne, a ainsi offert aux Européens la possibilité d'admirer de nombreux chefs-d'oeuvre de l'empire carolingien dont elle fut la capitale.

Cet ensemble, exceptionnel puisqu'il regroupe, grâce à la contribution de toute l'Europe, des trésors dispersés, révèle comment, alors, l'essor de l'art et de la culture a marié des tendances diverses pour aboutir à une communauté d'inspiration et d'expression. L'idée d'une parenté européenne s'en dégage. Il était donc juste que le Conseil de l'Europe, la plus large des institutions européennes d'aujourd'hui avec dix-huit pays membres, patronnât une telle manifestation.

* * *

Cette Exposition du Conseil de l'Europe nous rappelle que l'Europe s'était faite il y a onze siècles, sous l'impulsion géniale de Charlemagne que « toutes les nations du monde ont appelé Grand ». C'est au Rathaus de la ville où l'Empereur avait instal-



MARIE TRIOMPHANTE

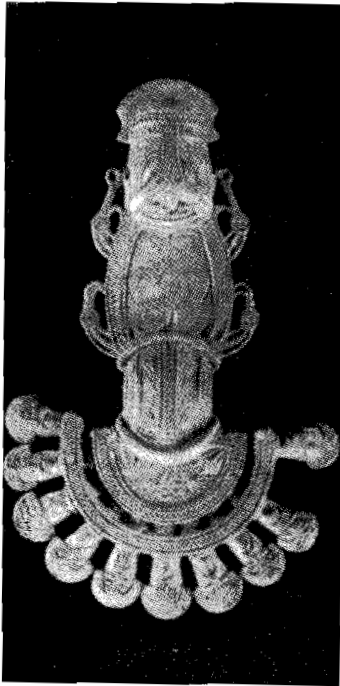


EVANGÉLIAIRE D'EBO

lé sa cour à la fin du VIII^e siècle, en en faisant ainsi la première capitale de l'Europe, qu'ont été réunis plus de huit cents manuscrits, ivoires, sculptures, peintures etc... de l'époque carolingienne. Du Bas Empire au Haut Moyen âge, ces chefs d'oeuvre retracent l'éblouissant itinéraire de l'art européen à sa naissance.

Les monnaies innombrables de cette époque, leur variété, reflètent la désintégration de l'empire romain définitivement déchu au Ve siècle sous le choc des invasions barbares, Mais sous ce désordre, au milieu de cette confusion, la sève civilisatrice ne s'est pas tarie et fermente d'autant plus riche qu'elle absorbe l'apport des races nouvelles, rudes mais avides, énergiques, et cherche à répondre à leurs diverses sensibilités. Si la figure humaine tend à disparaître —

les barbares, comme les enfants s'intéressent davantage au monde extérieur qu'à l'homme — le décor devient d'une vie, d'une exubérance et d'une fraîcheur étonnante. Animaux, plantes et fleurs et même les ornements géométriques se multiplient, se pressent dans ces images à la fois frustes et raffinées, monumentales et délicates. L'orfèvrerie mérovingienne qui précède la période carolingienne, élève l'artisanat à la puissance d'un art transcendant avec les décorations abstraites des broches des reliquaires. Jamais l'Europe n'a été ni ne sera plus ouverte aux apports extérieurs: Byzance, l'Orient chrétien font sentir leur influence qui vient s'ajouter au patrimoine fondamental de la Grèce et de Rome. Tous les saints vénérés dans les pays les plus disparates du monde chrétien, le parcourent en long et en large, pénètrent dans les con-



BROCHE D'OR

trées les plus éloignées de leur lieu d'origine, où les transportent une même piété, un même culte, qui ne connaissant pas de frontières territoriales. Et, indépendamment du véhicule religieux, on suppose que des artisans slaves arrivèrent en Europe occidentale dans le sillage des Huns et donnèrent son élan à l'orfèvrerie franque. Une autre caractéristique de ce premier art « européen » et qui le différencie de l'art classique connu jusqu'alors dans le monde antique, est son exubérance et son énergie, son inquiétude dynamique qui se traduit par une ligne sans fin, souple et tourmentée, qui forme des entrelacs, tourne et retourne sur elle-même, comme un fauve dans sa cage, enroule ses lianes autour de la croix, autour des initiales des textes sacrés.

Dans ce mélange d'apports venus du fond des steppes russes, des rivages scythes, du proche et du moyen orient à travers

Byzance, et même d'Egypte, le grand esprit politique de Charlemagne va jouer le rôle unificateur qui disciplinera ce désordre pour le rendre plus fécond, plus conscient des véritables directives à suivre. Il unifie les poids, les mesures, les monnaies, le texte des Evangiles et jusqu'au plan des monastères, fait rédiger les lois jusqu'alors transmises oralement, impose une écriture, la minuscule carolingienne qui est encore la nôtre.

Ces vues, Charlemagne ne concevait sur des fondements qui étaient eux-mêmes un gage d'unité, puisqu'il entendait continuer ou mieux rénover Rome et son empire universel. Toutes ses bulles ne portent-elles pas la devise *Renovatio Romani Imperii*? Où trouver meilleur exemple d'unité et de stabilité?

Mais pour copier ce modèle, il fallait intellectualiser le gouvernement. Aussi les ministres de Charlemagne sont-ils des moines. Et quels moines? Des clercs d'origine irlandaise, anglaise, italienne, lombarde. Peut-on imaginer gouvernement plus européen?

* * *

Trente ans après la mort de Charlemagne qui advint en 814, son empire disparaissait. Mais si les hommes peuvent abolir un régime politique, dresser des frontières et fomenter des guerres, ils ne peuvent heureusement pas anéantir leurs conquêtes spirituelles. Momentanément oubliées, négligées, ingorées, les idées immortelles fermentent dans la nuit des temps barbares comme nous le montre cet art carolingien tellement plus figé, plus artificiel que les fraîches créations spontanées du mérovingien, et qui, pourtant va donner naissance à la verticale ascension du gothique. Sous l'influence des ivories paléochrétiens et byzantins, la figure humaine a fait sa rentrée dans l'art carolingien, et sa résurrection est ligneuse, dure, voulue. La forme n'a plus rien de cette émouvante et secrète intimité avec l'espace qui rend si

frappants, malgré leur raideur hiératique, les personnages aristocratique et hallucinés de l'art byzantin. Les figures carolingiennes s'entassent, étouffent dans l'espace qui les circonscrit. Mais c'est alors qu'elles vont essayer de fuir vers le haut pour échapper à cette contrainte. Et cet élan, où l'homme-artiste du moyen âge sent la vibration inquiète de la vie acharnée à se retrouver, il ne l'oubliera plus tant qu'il ne lui aura pas donné l'expression concrète de l'émotion qu'il lui suggère: un élan vers le ciel qui sera bientôt celui des cathédrales.



MONNAIE CAROLINGIENNE

* * *

Charlemagne pouvait entrer dans la légende comme il arrive aux hommes dont le pouvoir temporel a duré moins que le pouvoir spirituel. Les frontières qu'il n'avait pas voulues n'ont pas tardé à se dresser et la postérité a fait bon marché de son rêve, en divisant son Europe. Mais quelques siècles sont peu de chose dans l'histoire du monde et le dernier mot n'a pas été dit. Tant que les européens prieront dans les cathédrales et perpétueront la légende de l'Empereur à la barbe fleurie, nul retour n'est impossible vers l'accomplissement de son grand dessein.

Nouvelles brèves

Artisanat européen

Les artisans de Grèce et de la Communauté européenne ont organisé au début du mois de juin, sous le patronage des Communautés, une exposition de l'artisanat européen. Cette manifestation, inaugurée par le roi de Grèce et M. Colonna di Paliano, membre de la Commission de la C.E.E., avait pour but d'attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités européennes sur l'importance de l'artisanat dans les pays européens et sur ses difficultés, et de rechercher une coordination dans la commercialisation des objets d'art en Europe.

Suppression des visas pour les réfugiés

Le Représentant permanent d'Italie auprès du Conseil de l'Europe a déposé le 1er juin auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe l'instrument de ratification de l'Accord européen relatif à la suppression des visas pour les réfugiés.

Un cinéma européen

Les experts en cinéma du Conseil de l'Europe se sont réunis à Istamboul. Ces experts se sont récemment constitués en un comité permanent technique qui se réunira deux fois par an.

A la réunion d'Istamboul, le Comité a élu comme Président M. Hulsker, qui dirige le Département des Beaux-Arts aux Pays-Bas, et comme Vice-Président M. Harrison (Grande Bretagne), res-

De Brest à Bucarest

Sous le titre « La grande Nation » — l'Europe unitaire — de Brest à Bucarest », Mr. Jean Thiriart publie à Bruxelles une intéressante brochure englobant 65 « thèses » européennes qui représentent une réelle contribution à l'étude du problème européen, surtout en ce qui concerne les Pays de l'Est. Nous croyons utile, à ce propos, de reproduire le n. 12, intitulé « Du rideau de fer au cordon sanitaire ».

« Le rideau de fer qui coupe l'Europe en deux est la conséquence du partage de l'Europe à Yalta (1945) entre les USA et l'URSS. Il serait inexact d'en imputer la responsabilité à la seule URSS. Notons en passant la lâcheté des démocraties occidentales qui, parties en guerre en 1939 pour faire rendre justice à la Pologne, ont livré cette même Pologne, en 1945, à la Russie.

Nous luttons de toutes nos forces pour la réunification de notre patrie européenne, de Brest à Bucarest. La destruction, par n'importe quel moyen, du rideau de fer psychologique qui divise l'Europe est un de nos objectifs principaux, sinon le premier.

Nous devons dénoncer ici les partisans de l'Europe-croupion, c'est-à-dire de l'Europe de Bonn à Lisbonne. Cette Europe-croupion convient très bien aux intérêts ploutocratiques qui ne souhaitent pas faire disparaître le rideau de fer. Pour eux, le rideau de fer est aussi un cordon sanitaire. Sachant bien qu'ils ne pourront jamais rétablir en Europe de l'Est les structures ploutocratiques, les réactionnaires et les conservateurs préfèrent l'abandonner, l'isoler, afin de sauvegarder leurs profits sur un morceau de l'Europe. La thèse de la clique ploutocratique est de conserver ces privilèges sur un morceau de l'Europe, plutôt que de faire l'unité de la Grande Europe en sacrifiant une partie de leurs intérêts. Nous dénonçons l'hypocrisie des pseudo-européens pro-américains.

Alors que nous voulons un empire de Brest à Bucarest, eux veulent une république ploutocratique de Francfort à San Francisco.

La passion des bénéfiques capitalistes, oblitère le sens de l'honneur national et pour nous le fait national domine toute autre préoccupation.

pensable du secteur éducatif, et M. Louyet (Belgique), représentant le domaine culturel.

La partie la plus importante du programme se rapporte à la production. Les films qui en sortiront — d'après les règles établies pour les scénarios, les doublages, la distribution, le financement — méritent vraiment d'être considérés comme « européens ».

Le premier, réalisé cette année sur initiative du Gouvernement français, aura pour thème « Les voies de communication en Europe ». Il est le début d'une production de films européens à laquelle tous les pays intéressés sont appelés à participer et qui porteront sur les sujets les plus divers.

La prochaine réunion du Comité aura lieu en novembre à Strasbourg.

A l'Université de Fribourg

COMMEMORATION DE SYLVIO MARINO

En Suisse à Fribourg, au Palais de l'Université a eu lieu du 4 au 10 septembre 1965, le IXe Congrès International de la Société Académique Roumaine. Le thème général du Congrès était: L'unité dans la diversité.

Le Président de la Société Académique Roumaine, Mgr. Dr. Octavian Barlea, le prélat roumain qui a consacré le meilleur de ses énergies à cette noble institution qui entre dans sa dixième année d'existence grâce, surtout, à sa tenace abnégation, a ouvert le Congrès dans l'après-midi du samedi 4 septembre, en donnant la parole au Recteur de l'Université de Fribourg, le professeur J. M. Bochenski, à Mr. Georges Ducottard, Président du Conseil d'Etat de Fribourg, et au représentant de Son Eminence

Mgr. François Charrière, Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg.

Le thème général, « Unité dans la diversité », a été envisagé du point de vue religieux, historique, littéraire, artistique et des sciences sociales. Parmi les orateurs qui sont intervenus, nous relevons les noms de MM. Mircea Eliade, Giuliano Bonfante, Friedrich Schür, et de Mmes Tatiana Fotitch et Antoinette Bodisco, de MM. Alexandre Randa, Alexandre Ghika, G. Uscatescu, Radu R. Florescu, Flaviu Popan, Gheorghe Racoveanu, Raymond Erni, N. Beldiceanu, Ioan Gutia, Constantin Sporea, Alexandru Suga, Octavian Barlea, Vittorio Vettori, Marcello Camillucci, Zevedei Barbu, Ion V. Emilian, Mircea Popescu.



Sylvio Marino

Un exilé qui n'a jamais perdu l'espoir

Le mardi 7 septembre, M. Horia Roman (« Ca' Dragan », Venise) a évoqué le souvenir de Sylvio Marino, et a dit notamment:

« Au mois de mars de cette année, à Bruxelles, disparaissait l'ingénieur Sylvio Marino.

Il ne faisait pas partie de notre société académique, mais, poète, romancier, il aurait dû être avec nous et nous honorer de sa présence si pleine de charme et de cordiale humanité.

Si j'essaie aujourd'hui de commémorer Sylvio Marino, c'est parce que je considère qu'il est de notre devoir de déposer une fleur sur la tombe encore fraîche d'un poète qui a fui notre pays dans des conditions dramatiques et à un âge où l'on n'a plus envie de fuir ce qu'on aime; il a écrit un livre intitulé « Evasion, »

un livre de vers remplis d'une exquise musicalité et d'un lyrisme romantique dont notre époque n'a gardé que peu de vestiges; il a écrit deux autres livres, évoquant en pages bouleversantes les jours terribles de l'invasion soviétique en Roumanie: « Le Rideau de fer tombe », « La peur de la peur »; et il a eu la force et la jeunesse d'esprit et de cœur d'écrire jusqu'à son dernier jour des vers d'amour, et d'envisager avec un optimisme, sans aucun doute bien supérieur au nôtre, les perspectives angoissantes de notre exil.

Sylvio Marino avait résolu de façon positive ses doutes et ses incertitudes. La présence des Russes dans notre Pays n'était pour lui qu'un cauchemar. Un vilain rêve qui, comme tous les rêves, n'aurait duré que peu.

Une seule certitude dominait sa vie, son travail, ses espoirs: le retour dans une Roumanie libérée des Russes et de la terreur.

Dans la ferme conviction que Sylvio Marino ne s'est pas trompé et qu'il nous a quittés avec la claire vision d'un avenir qui lui donnera raison, je salue le souvenir et la mémoire de cet inoubliable frère et ami, de cette généreuse âme roumaine qui nous a abandonnés ».

* * *

Mgr. Octavian Barlea demande aux assistants de se lever pour respecter une minute de silence en l'honneur de Sylvio Marino.

EAST EUROPE

A MONTHLY REVIEW OF EAST EUROPEAN AFFAIRS

APRIL 1965
Vol. 14 No. 4

DEATH OF A RUMANIAN A man who had come to symbolize the waning of Soviet leadership in the communist world died in a Bucharest hospital on March 19. Gheorghe Gheorghiu-Dej, 63, President of Rumania and, since 1952, the leader of his party, was responsible more than any other man for the collapse of Moscow's grand design in eastern Europe. He won recognition of Rumania's right to develop its economy along nationalistic lines at the very time when the Soviets were pushing a supranational planning authority and stressing a "division of labor" among the east European economies. Taking advantage of the struggle between Moscow and Peking, Gheorghiu-Dej was able to chart a middle course that combined neutrality toward the communist infighting with a stubborn assertion of Rumanian interests. He also began a quiet campaign of derussification, which included dropping the compulsory teaching of Russian, renaming buildings and streets, and stressing the Rumanian view of historical events.

* * *

Ce commentaire que nous reproduisons ci-dessus en fac simile, sur la mort du président Gheorghiu-Dej a paru au mois d'avril de cette année dans l'une des revues américaines les plus répandues, EAST EUROPE, New York.

Nous l'avons choisi parmi les centaines d'articles qui ont été publiés après la mort de l'homme d'Etat roumain parce que tous connaissent l'attitude nettement anti-communiste de cette publication.

Nous espérons que l'excès de zèle de certains milieux journalistiques n'en arrivera pas au point de taxer EAST EUROPE de ...collaborationisme.

Voici la traduction du texte anglais

Mort d'un Roumain

Un homme qui en est arrivé à symboliser le déclin de la domination soviétique dans le monde communiste est mort dans un hôpital de Bucarest le 19 mars dernier.

Gheorghe Gheorghiu-Dej, 63 ans, Président de la République Roumaine et, depuis 1952, le leader de son parti, a été responsable plus qu'aucun autre de l'échec de l'ambitieux dessein de Moscou en Europe Orientale. Il parvint à faire reconnaître le droit de la Roumanie à développer son économie suivant des directives nationalistes au moment même où les Soviets dressaient le plan d'une autorité supranationale tout en cherchant à réaliser une sorte de « division du travail » entre les économies de l'Europe de l'Est. Profitant des divergences entre Moscou et Pékin, Gheorghiu-Dej parvint à conduire une politique intermédiaire qui combinait la neutralité vis-à-vis des communistes avec une affirmation décidée des intérêts de la Roumanie. Il entama aussi en sourdine une campagne de « dérussification » qui englobait l'abandon de la suprématie de l'enseignement russe, une nouvelle nomenclature des monuments et des rues, et le respect du point de vue roumain en matière d'événements historiques.

bulletin européen

Rédacteur politique : HORIA ROMAN - Rédacteur responsable : A. PELLEVANT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger . . . Dollars 3, —
ABONNEMENT D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10, —

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.